

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10<sup>e</sup> — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

## Quand les rats quittent le navire...

Quand les rats quittent le navire, c'est que l'engloutissement n'est pas loin. C'est cette réflexion issue d'un aphorisme populaire qui nous vient à l'esprit en considérant la nouvelle manœuvre à laquelle s'efforce, par la plume de son chef Maurice Thorez, le parti communiste.

On l'a déjà deviné, le navire auquel nous faisons allusion, c'est le Front populaire. Ce navire — un vrai « bateau » en effet — qui devait porter, on s'en souvient, vers de riantes rives les espoirs du peuple travailleur, s'est échoué lamentablement sur les hauts fonds de la Finance. Et la désillusion grandit de jour en jour parmi ceux qui avaient foi et confiance dans les destinées du Front populaire. Cette désillusion risque de porter, par incidence directe, un coup sensible aux partis qui s'en firent les artisans et particulièrement au Parti communiste.

Il est donc urgent de trouver une nouvelle plate-forme de démagogie pour parer au désenchantement des masses chaque jour plus inquiètes devant la montée des périls (péril de guerre, péril de réaction, péril de gêne et de misère) et de détourner ce désenchantement vers une position d'espérance et de réaction.

De là, la nécessité pour les rats staliens de s'enquérir d'un autre gîte.

Le Bureau politique du P. C. a donc demandé au citoyen Honel, député et maire de Clichy et docile créature de « l'appareil », une lettre ouverte sur le malaise du Front populaire.

Avec ce ton papelard dont la mode s'est rapidement installée dans les écrits et les propos officiels des dirigeants staliens, Honel fait le procès des manquements innumérables à la foi jurée aux électeurs de mai 1936 : les trusts demeurés tout-puissants, la vie chère organisée, les dévaluations, la répression sanglante (Clichy, Mellouani, etc.), la réaction, les cagoulards en liberté, etc., etc. Ah ! comme Honel se lamente bien ! Comme il interprète bien les déceptions de ses mandants, les ouvriers de Clichy-Levallois ! Et Honel va jusqu'à signaler à son chef que dans la classe ouvrière « le souci de vigueur s'exprime chez certains par le désir d'aller au-delà de la formation du Front populaire, par la constitution d'un Front ouvrier ou d'un Front révolutionnaire ».

Elle nous intéresse à double titre : d'une part, car elle tend à ménager une position de repli au P. C. pour échapper aux conséquences de ses responsabilités dans la faillite du Front populaire ; d'autre part, par le nouveau tournant vers la gauche dont elle semble être l'esquisse.

Dans la critique des fautes et des erreurs du F. P., Thorez ne fait que reprendre, en

les développant, les thèmes d'Honel. N'ayant été dans la combinaison que partie prenante, sans vouloir assumer aucune responsabilité directe, le P. C. a beau jeu à dénombrer les « erreurs » du Front populaire. C'est l'affaire à leurs alliés socialistes de leur répondre à ce sujet. Mais justement à propos des socialistes, Thorez revient semiparlementaire sur ce thème que l'unité politique si obstinément réclamée par lui, si elle s'était réalisée, aurait apporté des moyens d'action qui auraient empêché la dégénérescence rapide du Front populaire. Là encore c'est affaire aux socialistes de leur répondre. Mais on comprend quand même à quel point il est facile et cynique le jeu qui consiste à rejeter sur les socialistes la responsabilité d'une faille non pas due au manque d'unité mais aux triches politiciques dont les dirigeants staliens (« Il faut savoir terminer une grève ») portent une part aussi large que celle des socialistes.

Se haussant ensuite à la grande politique historique, Thorez affirme que « l'alliance profonde et durable de la classe ouvrière et des classes moyennes, avant tout de la paysannerie, est une condition absolue de la victoire de la classe ouvrière ». Et de rappeler 1848 et la Commune et de citer Marx, etc.

Tout cela est très joli, mais le malheur, c'est que dans cette alliance c'est toujours la classe ouvrière qui fait les frais.

C'est ici l'occasion de rappeler cette vérité que nous avons à maintes reprises développée que dans cette alliance conditionnelle c'étaient les classes moyennes qui en attendant leur assimilation progressive devaient être à la remorque du prolétariat. C'est la politique inverse que le Front populaire a exercée.

Et quand les grèves de juin ont donné la primauté absolue au prolétariat, les dirigeants communistes ont été les premiers non seulement à la freiner, mais encore à la renverser.

Aujourd'hui, sentant le danger d'une désaffection des masses, les chefs communistes voudraient se ménager un terrain de retraite. C'est ainsi que Thorez parle maintenant de « l'action qui peut et doit permettre au FRONT OUVRIER et au Front populaire d'aller vers de nouveaux succès ». Thorez n'en est pas à un « front » près. Après avoir tenté de lancer le « Front des Français » qui mourut d'ailleurs avant d'avoir vécu, et maintenant que le Front « populaire » n'est plus qu'une expression vide de sens, Thorez entreprend, dans le but de rallier les masses, de semer une confusion nouvelle en accolant au Front populaire le vocable vierge d'« ouvrier ».

Attention ! Il y a sans nul doute une nouvelle combinaison en perspective à laquelle

nous devons être attentifs. Il ferait beau voir que les valets de Staline qui depuis trois ans se sont livrés à la plus méprisable surenchère nationaliste et patriotique et qui ont ruiné par leur opportunité vénale les aspirations ouvrières, tentent aujourd'hui un redressement à gauche.

Le Front ouvrier et le Front révolutionnaire, ils ne sont réalisables qu'en dehors des partis politiques qui, placés devant les responsabilités de l'action ouvrière, n'ont su et voulu que trahir celle-ci.

Au grand bénéfice du capitalisme et de la réaction.

## 100.000 hommes à abattre

La chasse à l'homme continue de plus belle. Sarraut vient d'ajouter un nouveau fleuron à la couronne d'infamie de ses décrets scélérats contre les étrangers. La presse nous a appris ayant-hier par la publication du deuxième décret sur les étrangers que notre république Front populaire était bien décidée à ne rien envier aux régimes totalitaires en matière de répression et de persécution.

Ce décret fixe à l'âge de quinze ans la limite au delà de laquelle tout étranger sera considéré comme gibier par les sbires de Sarraut.

Il parait que les gens de la rue des Saussaies estiment à 100.000 le nombre des étrangers à éliminer de notre « douce France ». 100.000 HOMMES À ABATTRE !

Il est bien entendu que celui qui a du fric n'est pas en cause. Pour celulà évidemment, qui ne risque pas de discuter un ordre social dont il bénéficie, le champ est libre. Mais gare à l'étranger qui s'aviserait d'estimer que tout n'est pas forcément pour le mieux dans le meilleur des capitalismes, celui-ci fut-il républicain et français.

Il y aura place aussi pour les dévoués auxiliaires de la police et de la magistrature qui, comme l'immonde Tamburini, ont droit sans conteste à l'appui et à la protection des sbires sarrasins.

Nous l'avons dit et nous le répétons, PRENONS GARDE POUR NOUS-MEMES ! Si nous laissons s'accomplir l'essai d'application des méthodes totalitaires sans nous y opposer de toutes nos forces, bientôt notre tour viendrait.

C'EST POURQUOI NOUS APPROUVONS CHALEUREUSEMENT LA S.I.A. DE S'ENGAGER A FOND DANS CETTE CAMPAGNE POUR LE RESPECT DU DROIT D'ASILE ET DE NE NEGIGER AUCUN EFFORT POUR CONTREBATTRE CETTE ODIEUSE MESURE.

TOUT DOIT ETRE MIS EN ŒUVRE POUR QUE CETTE CAMPAGNE ABOUTISSE A DES RESULTATS POSITIFS. A BAS LES DEGRETS SCÉLÉRATS. DROIT D'ASILE POUR TOUS LES PROGRESSIFS.

Voir en 6<sup>e</sup> page : Le mouchard Tamburini sous la protection des autorités françaises.

## L'emprunt est couvert La Guerre est rentable

## Politique de classe

Un fait important s'est produit ces derniers jours : la réunion du Conseil de la S. D. N. Un autre fait domine cette séance : le refus opposé par la majorité de donner suite à la demande du gouvernement espagnol d'en finir avec la non-intervention. Le Conseil, en repoussant la proposition de del Vayo, a montré clairement dans quel sens il inclinait vis-à-vis des événements d'Espagne. N'en soyons pas surpris. L'accord italo-anglais comporte des contre-parties qu'on ne saurait passer sous silence. Un camarade averti me le signale dans une lettre dont je tiens le plus grand compte. En l'occurrence, me dit-il, cette contre-partie, c'est l'écrasement de la Révolution espagnole et par conséquent le soutien de Franco. Cette attitude délibérément adoptée par l'Angleterre et, à la suite de celle-ci, par la France, est d'ailleurs dans la logique des événements tels qu'ils se sont déroulés depuis juillet 1936. Tout cela est exact. Ce qu'on appelle la non-intervention de ces deux pays n'a fait qu'exprimer le préjugé défavorable des gouvernements à l'égard du mouvement révolutionnaire ibérique. Paris et Londres eussent sans doute soutenu ouvertement Madrid, pour des motifs impérialistes, s'ils n'eussent craint que le succès des gouvernementaux n'aménage la chute du régime capitaliste en Espagne. Le rôle qu'assument les organisations de classe du prolétariat espagnol et particulièrement la C.N.T. et la F.A.I., les conduisait à craindre une pareille éventualité dont les conséquences eussent été considérables.

LASHORTES.

(Lire la suite en 2<sup>e</sup> page.)

## SANS PATRIE

par Sébastien Faure

riches ont une patrie : celle des vastes et beaux domaines qui leur appartiennent ; celle des champs et des usines, où tout un peuple de paysans et d'ouvriers peine et produit pour entretenir leur opulence oisive ; celle où, faite par eux et pour eux, la loi assure leur domination, la protection de leurs personnes et la défense de leurs biens ; celle où gouvernement, armée, magistrature et police sont à leur dévotion, tandis que les Eglises enseignent aux pauvres la résignation qui leur vaudra les bénédicteuses.

On a donc bien raison de dire et il est parfaitement vrai que les pauvres n'ont pas de patrie.

A-t-on raison de dire que les riches en ont une ? Non.

Ne sursautez pas. Attendez un peu. Je sais bien que ce « non » s'oppose à une affirmation si vicielle déjà et tant de fois répétée que, de prime abord, cette négation semble tenir du paradoxe.

Je dis que, tout comme les pauvres, mais pour des raisons exactement contraires, LES RICHES N'ONT PAS DE PATRIE.

Sans doute, on peut soutenir que les

## AVANT ROYAN

## Le congrès du parti socialiste

Le Congrès de Royan s'ouvrira dans un moment où les polémiques autour de l'expérience gouvernementale du parti socialiste sont loin d'être closes. La participation au pouvoir des socialistes au lieu d'ébranler le régime capitaliste, comme se le figuraient naïvement les théoriciens marxistes, a bel et bien provoqué des profonds remous dans le parti et risque de provoquer des divisions au moment le plus critique de l'histoire du mouvement ouvrier. Ainsi, le régime capitaliste abrité derrière les marxistes d'étudier les faits et d'orienter l'activité du prolétariat vers le socialisme. Ce refus de se soumettre à l'expérience constitue la caractéristique la plus saillante du socialisme marxiste d'après-guerre.

Or, lorsqu'un homme ou une collectivité se refuse de tenir compte des faits, par aveuglement ou parti pris, il est irrémédiablement condamné.

Tel est malheureusement le cas du mouvement ouvrier marchant sous le drapeau marxiste. Il se refuse systématiquement depuis vingt ans à tenir compte des faits.

Les marxistes qui se targuaient naguère d'être les seuls représentants du « socialisme scientifique » n'ont été capables de tirer le moindre enseignement des événements révolutionnaires d'après-guerre.

Le marxisme est devenu une sorte de taludisme n'ayant que des rapports très lointains avec la réalité.

Cependant le mouvement ouvrier ne peut vivre sur des recettes plus ou moins « géniales », « mystérieuses » et surtout obscur-

### EN MARGE DE LA S. D. N.

## Gênes écrase Genève

Il est de plus en plus dangereux de ne pas couvrir ouvrir les yeux sur la triste réalité. La paix est compromise, douloureusement compromise et chaque jour qui passe ajoute une maille à la lourde chaîne qui nous attache à la guerre. La classe ouvrière mondiale n'ayant pas su faire « sa » politique en est réduite à faire celle de ses dirigeants et nous assistons impuissants aux discussions plus ou moins académiques des maîtres de la diplomatie, sans pouvoir en dégager une espérance pour l'avenir. Nous payons de nos sang vingt années d'erreurs et de rénements. Quel beau résultat !

Aussi détachés que nous soyons de l'activité officielle, nous ne pouvons pas cependant la négliger, car elle se déroule malgré nous, nous la subissons à notre corps défendant et de là naît la nécessité d'analyser une politique à laquelle nous sommes étrangers et d'en dégager les enseignements qui nous paraissent les plus sages. A ce sujet, la dernière session de la S.D.N. nous offre, une fois de plus, l'occasion de dénoncer la carence des hommes d'Etat qui présentent actuellement aux destinées d'une humanité qui se rive au suicide.

Il est curieux de constater la satisfaction avec laquelle ont été accueillies, dans les cercles qui se réclament du pacifisme intégral, les déclarations de lord Halifax, déclarations auxquelles s'est associé, avec quelques réserves.

Lire en page 4 les protestations de Moro-Giafferri, Henry Torres, Depreux, Marcel Fourrier, André Klotz, Gérard Rosenthal, Weil-Curiel, contre les décrets scélérats.

La fête champêtre du LIBERTAIRE du 12 juin s'annonce très bien. Elle sera fort belle. Beaucoup de nos amis nous écrivent, ou passent aux bureaux du LIBERTAIRE et se réjouissent de l'agrable journée qu'ils passeront dans la grande famille anarchiste. Après avoir placé les billets de participation à cette fête, ils en redemandent.

Je rappelle que ces billets de participation donnent droit à une grande tombola gratuite qui sera tirée au cours de cette fête.

Dans un prochain numéro j'indiquerai la liste des lots que nos camarades qui s'occupent de la partie technique de la fête sont en train d'établir. Des amis nous ont même déjà envoyé gracieusement quelques lots, nous les en remercions, leur exemple sera sans doute suivi.

Que tous ceux qui désirent le triomphe de notre grand idéal s'emploient activement et notre LIBERTAIRE une fois

## Pour la fête de Livry Pour le " libertaire "

de plus passera le moment difficile qu'il traverse actuellement et continuera de répandre les idées qui nous sont chères.

Un point sur lequel je tiens à revenir, c'est la nécessité pour un journal de faire pour vivre, d'avoir un fonds d'abonnés très important. L'abonnement assure la stabilité du journal, aussi j'insiste encore une fois auprès de nos amis lecteurs assidus pour qu'ils s'abonnent.

Que tous ceux dont l'abonnement est terminé et qui ont reçu un avis ne tardent pas longtemps et envoient rapidement à l'ami Scheck le montant de leur réabonnement.

SÉBASTIEN FAURE.

NOTA. — Envoyez tous les fonds à Scheck André, 9, rue de Bondy, Paris (10<sup>e</sup>), Compte chèque postal : 487-78. Paris.



EN MARGE DE LA S. D. N.

# Gênes écrase Genève

(Suite de la première page.)

Quelle aberration, quelle contradiction et quelle méconnaissance des grands problèmes économiques, politiques et sociaux qui agitent un monde en pleine révolution.

Nous ne ferons certes pas l'injure à ceux qui, abandonnant la saine raison, se laissent guider par une sensibilité maladive de les assimiler à ces « antiguerrriers nationaux » pour qui la paix ne peut s'échafauder que sur le triomphe du fascisme et qui réclament à cor et à cri l'intensification de la production meurtrière. Mais leur action n'en est pas moins pernicieuse. Et en ce qui nous concerne nous sommes tout à fait à l'aise pour la dénoncer.

Trop souvent nous avons déclaré, au cours de ces vingt dernières années, que la paix ne pouvait se construire sur des affûts de canon pour que l'on se méprenne sur notre attitude; trop souvent, nous avons affirmé que s'il était vrai que la puissance militaire était un facteur de paix, il faudrait conclure que les puissances les mieux armées étaient les plus pacifistes et trop souvent nous avons dénoncé la fausseté de ce postulat pour que l'on puisse nous prêter des idées belliqueuses établies sur une idéologie révolutionnaire. Mais ce que nous croyons devrait répéter, c'est que, dans les conjonctures présentes, la sincérité n'est pas une excuse, qu'elle n'est pas obligatoirement une source de vérité et que le « pacifisme bâtant » — pour employer une expression consacrée — menace d'enfermer nos amis dans un labyrinthe duquel aucun fil d'Ariane ne pourra les faire sortir, sinon pour les conduire à la plus impitoyable des tueries.

## LA FORCE ET LE DROIT

La S.D.N. a donc « liquidé » l'affaire éthiopienne et « enterré » jusqu'à septembre, date de la prochaine session, l'affaire espagnole. Malgré l'intervention du négus Haïd Sélassié, malgré les discours d'Alvarez del Vayo, traduisant toute la noblesse, toute la grandeur tragique de la lutte qui se poursuit au-delà des Pyrénées avec la complicité des nations « non-interventionnistes » favorisant par leur attitude l'intervention fasciste, l'aréopage genevois a abandonné le faible et approuvé la violence brutale qu'il avait le devoir de condamner. « Mais la paix était sauve », nous dit-on.

Pauvres fous. Chamberlain n'avait pas encore retiré de son front la couronne de lauriers que lui avaient tissée tous les aveugles, que déjà le droit outrage obtenu vengeance.

Avant même que lord Halifax eût pu demander à Dieu le pardon de sa trahison, les mots sortaient des lèvres du Duce, comme la mort de la gueule d'un canon. À Gênes, dans un discours plein d'arrogance et de mépris, dont les phrases étaient cimentées de la mitraille crachée par mille bouches à feu, Mussolini proclamait sa prétention d'asservir l'Espagne républicaine et déclarait solennellement que « nul accord n'était possible avec la France tant que Franco n'aurait pas déclaré dans la péninsule ibérique les derniers défenseurs de la liberté ».

Voilà le résultat de la politique de non-intervention. Et c'est cela votre paix ? Et c'est cela que vous approuvez dans la politique de M. Chamberlain, l'homme des hommes de la Cité ? Non, merci, nous n'en sommes pas.

Et si nous n'en sommes pas, c'est que pour établir une telle paix, à laquelle ne croient même pas ceux qui la défendent, le Premier

anglais a fait voter aux Communes 150 milliards d'armements nouveaux et qu'en France les emprunts vont se succéder au plus grand profit des marchands de mort. Notre pacifice, à nous, repose sur des bases autrement solides ; il ne s'ègnera pas comme un chapelet, à la petite semaine, et la politique que nous préconisons, tenant compte des réalités, ne se transmet pas par ondes courtes. Nous voyons juste parce que nous voyons loin, que nous n'avons rien oublié des enseignements de l'histoire et que nous considérons que la vie des peuples ne se joue pas sur le marché du terme ou du comptant.

Si les mots ont encore une valeur, le Droit c'est la PAIX et la FORCE, c'est la GUERRE. En sacrifiant le Droit à la Force, la S.D.N. s'est prononcée pour la Guerre. On ne sortira pas de ce dilemme et les « pacifistes » qui l'approuvent se sont prononcés pour la guerre. Que ceux qui ont applaudi aux prêches du pieux lord Halifax se frappent la poitrine, leur ignorance et leur sensibilité seront noyés demain dans une mare de sang ; ils auront gagné six mois peut-être ? C'est faux, ils auront perdu un siècle. Et la mort de l'Espagne sera notre mort, comme sa vie sera notre vie.

## QUE FAIRE ?

Nous ne pouvons que nous répéter, car notre position n'a pas changé depuis vingt ans.

La guerre comme la révolution sont des phénomènes inhérents à la forme actuelle du capitalisme international et voudra éviter la guerre sans réformer la structure de la société est une utopie. Le capitalisme moderne est divisé par des antagonismes d'intérêts financiers et industriels et tant que ne sera pas résolu le problème de la répartition des richesses sociales, les politiques nationales, quelles qu'elles soient, ne pourront provoquer que des catastrophes. La classe ouvrière du monde doit donc avoir une politique propre, dissociée de celle des gouvernements qui se succèdent sous des étiquettes différentes et qui n'est que le reflet des appétits, même pas d'une classe, d'une caste qui ne se perpétue que sur des ruines.

Mais la classe ouvrière peut-elle avoir une politique de paix ? Nous le pensons, mais encore faut-il qu'elle le veuille.

Aldous Huxley, le grand écrivain anglais, exposait avec clarté il y a quatre ans la situation du monde, divisé en nations satisfaites et insatisfaites. Et il concluait avec raison que tant qu'un équilibre ne serait pas établi, toute tentative d'assurer la paix serait illusoire. Cet équilibre mondial, il appartient au prolétariat des nations satisfaites de l'exiger de ses gouvernements. Ceci, pourtant, est un travail de longue haleine et il est une œuvre plus pressante qui s'impose aux classes laborieuses : c'est celle de résister aux forces de dictature par une action particulière qui se manifesteraient autrement que par des discours.

Le cours de la guerre éthiopienne nous dit qu'il ne servait de rien de réclamer des sanctions contre l'Italie si les travailleurs russes continuaient à approuver un gouvernement qui alimentait Mussolini en pétrole et en blé et si les ouvriers français et anglais continuaient, malgré les belles périodes oratoires, à charger des navires pour les agresseurs.

La situation reste la même et nous disons aujourd'hui qu'il est peut-être normal d'approuver le président du Mexique, Cardenais, d'avoir exproprié les mines anglaises et américaines ; mais si c'est, comme on l'affirme — et nous savons que l'information est exacte — pour fournir du carburant à Hitler, alors nous dirons que l'égoïsme du prolétariat est un facteur de guerre et non un facteur de paix.

Et bien ici comme là-bas, c'est le prolétariat qui alimente et nourrit le fascisme. Il a encore un mot à dire avant que la parole ne passe aux canons. Le dira-t-il ? Il a un geste à faire. Le fera-t-il ?

Si demain les héroïques défenseurs de l'Espagne ouvrière étaient écrasés, ce ne serait pas par les avions de Hitler et de Mussolini, mais par la lâcheté du prolétariat mondial. Si demain la civilisation sombrerait dans la plus monstrueuse des tueries, ce ne serait pas par la responsabilité unilatérale du capitalisme, mais aussi par celle des peuples qui, sur les hécatombes de la dernière guerre, n'auront pas su construire un idéal de paix.

## « Les grands cimetières sous la lune »

Sous ce titre d'allure romantique, un écrivain catholique, Georges Bernanos, dénonce les horreurs commises par ses congénères espagnols. Nous n'embolterons pas le pas aux têtes de linottes qui, dans la presse de gauche, s'extasient sur l'indépendance de Bernanos.

Et nous ferons remarquer que l'indignation de l'écrivain vient avec deux ans de retard, car les faits qu'il rapporte, et dont il fut témoin, se passèrent au début de la guerre d'Espagne.

Si nous témoinage, d'ailleurs fort éloquent, et dont nous reproduisons ci-dessous un passage particulièrement horrifiant sur les horreurs commises à Majorque, c'est un peu plus d'efficacité quand il est suffi, au moment où elles se produisent, de rompre avec la politique de non-intervention pour mettre rapidement en déroute les brutes.

## Les horreurs de Majorque

On conduisit le bétail jusqu'à la plage, où le fusilla sans se presser, bête par bête. Je ne mets nullement en cause l'évêque-archevêque de Palma ! Il se fit représenter, comme d'habitude, à la cérémonie, par un certain nombre de ses prêtres qui, sous la surveillance des militaires, offrirent leurs services à ces malheureux. On peut se représenter la scène : « Allons, padre, celui-là est-il prêt ? — Une minute, monsieur le capitaine, je vais vous le donner tout de suite. » Leurs Excellences affirment avoir obtenu, dans de pareilles conjonctures, des résultats satisfaisants, que m'importe !... Le travail achevé, les Croisés mirent les bestiaux par tas, absous et non absous, puis les arrosèrent d'essence que l'on appelle là-bas gazoline. Il est bien possible que cette purification par le feu ait révélé alors, en raison de la présence des prêtres de service, une signification liturgique. Malheureusement, je n'ai vu que le lendemain ces hommes noirs et luisants, tordus par la flamme. Un goudron puant sortait d'eux, par rigoles, et fumait sous le soleil d'août.

Précisément, je crois que M. Bailly, directeur du « Jour », est quelque chose au Syndicat des Journalistes. Je l'informe donc, en passant, que M. le baron Guy de Traversay, secrétaire général de l'« Intransigeant », était parmi ces morts-là.

— pour fournir du carburant à Hitler, alors nous dirons que l'égoïsme du prolétariat est un facteur de guerre et non un facteur de paix.

EH BIEN ! ICI comme là-bas, c'est le prolétariat qui alimente et nourrit le fascisme. Il a encore un mot à dire avant que la parole ne passe aux canons. Le dira-t-il ? Il a un geste à faire. Le fera-t-il ?

Si demain les héroïques défenseurs de l'Espagne ouvrière étaient écrasés, ce ne serait pas par les avions de Hitler et de Mussolini, mais par la lâcheté du prolétariat mondial. Si demain la civilisation sombrerait dans la plus monstrueuse des tueries, ce ne serait pas par la responsabilité unilatérale du capitalisme, mais aussi par celle des peuples qui, sur les hécatombes de la dernière guerre, n'auront pas su construire un idéal de paix.

J. CHAZOFF.

## EN EXEMPLE DE DEMOCRATIE SYNDICALE

# A quoi se doit l'homogénéité de la C. N. T.

La coïncidence dans le travail est plus facile que l'identité dans les idées. Nous pensons tous de manières différentes ; c'est pour quelque chose que la pensée est l'essence inextinguible de la personnalité.

Il en résulte que c'est sur la coïncidence de ces intérêts professionnels qu'il faut organiser le monde du travail et non dans la Babel des opinions contradictoires.

L'obtient plus facilement une union des intérêts qu'une union des idées ; l'union des intérêts peut devenir unité d'intérêts, unité de convenance sans que souffrent ceux qu'elle concerne. L'unité d'idées, au contraire, serait permise pour assujettir tous les cerveaux à la pensée d'un seul. Peut-être posera-t-on quelque jour, tenant compte de ces circonstances, la formule des aspirations politiques et sociales des peuples : travail rédimé et organisé, pain assuré et pensée libres.

L'organisation confédérale se développe en s'appuyant de cette formule. Dans les rangs de la C. N. T. il y a des travailleurs qui, dans une commune aspiration révolutionnaire, pensent de façons différentes, sur l'aspiration commune, qu'exprime une coïncidence des intérêts sociaux, tous tendent à l'organiser, à assujettir à un même plan leurs activités, pour obtenir au moyen du développement et de l'accroissement de celles-ci DES ACCOMMODEMENTS DE GROUPES NI PARIS DES ARMISTICES DE FRACTIONS.

Et c'est précisément à cela que l'on doit je fait heureux que l'organisation confédérale évolue, qu'elle modifie tout ce que les circonstances lui commandent de modifier, se transforme intégralement s'il est nécessaire qu'il en soit ainsi, sans que son tout ne souffre de troubles, sans que surgissent des dangers de scission, sans que l'homogénéité qu'elle présente comme exemple, dans cette heure difficile, à tous les secteurs de l'antifascisme espagnol, soit atteinte.

(De C. N. T. de Madrid du 4 mai 1938.)

## Il faut penser aux victimes de la guerre d'Espagne

De nombreux miliciens reviennent d'Espagne mutilés ou blessés.

Leur situation est tragique : ils ne peuvent trouver de travail à cause de leur état et, surtout, de son origine.

Pour les mêmes raisons, ils ne peuvent être secourus au chômage.

Mais ils ne désirent pas cela : ils veulent travailler.

Ayant sacrifié leur santé et leur vie à la cause du prolétariat, ils ne peuvent être abandonnés par lui !

Nous nous adressons donc, en premier lieu, aux organisations prolétariennes et syndicales et aux municipalités ouvrières.

Nous prions donc toutes celles-ci de nous adresser, au plus tôt, les réponses aux quatre questions ci-dessous :

## QUESTIONNAIRE

1. Combien employez-vous de permanents appartenants ?
2. Combien d'entre eux sont-ils mutilés ou blessés d'Espagne ?
3. Pouvez-vous, immédiatement, offrir quelques emplois, d'auxiliaires ou autres ?
4. Avez-vous d'autres renseignements permettant d'assurer des moyens d'existence à des camarades français ou étrangers ?

Ces indications, et toutes autres pouvant être utiles, nous sont indispensables pour assurer une vie digne à ceux qui se sont montrés les meilleurs dans la lutte.

Ces documents nous serviront aussi pour entretenir une campagne en leur faveur.

Nous espérons que chacun comprendra la nécessité d'appuyer notre effort si indispensable et si urgent. De promptes réponses nous permettront d'apporter une aide efficace aux plus nécessiteux de nos camarades.

Edouard : secrétariat de l'ARMÉE : 41, rue P-Douy, Vézelay (S.-et.-O.).

La prochaine assemblée générale où sont convoqués tous les mutilés, blessés et militaires au repos à 20 h. 30, vendredi 20 mai, aux Sociétés Savantes, 28, rue Serpente (mét. Odéon).

## SOCIALISTES ET ANARCHISTES

# LA QUESTION DE L'ÉTAT

par Max STEPHEN

La thèse de l'évolution de l'Etat, selon Marx et Engels révolutionnaires (1), est celle : le prolétariat fait la Révolution. Il détruit l'Etat capitaliste et le remplace par un Etat nouveau, dont il se sert, d'abord pour administrer la société nouvelle.

Tant que l'ensemble des masses n'est pas apte à administrer directement, par des organismes de gestion directe, la production et la répartition, l'Etat existera. Il ne pourra disparaître qu'au moment où la société aura les capacités nécessaires à ce qu'il est possible d'assurer la production et la répartition, par l'Etat « prolétarien », combien elle tarderait à produire, comment la collusion des bourgeois et capitalistes non expropriés et avec les fonctionnaires d'Etat engendrerait une nouvelle caste d'exploiteurs qui ne pourraient être balayée que par une révolution antifasciste. Je veux ajouter une observation, au sujet de cette deuxième étape qui devrait précéder la disparition de l'Etat ou provoquer son « dépréfissement », selon la formule engagée, chère à Lénine.

Quand on n'est pas un imbécile, et c'est le cas de ces deux hommes, c'est se moquer du monde, c'est exploiter la candeur et le mysticisme des masses que de leur dire de la façon dont Lénine le fait, qu'un moment viendra où chacun pourra produire « selon ses capacités », et consommer, librement, tout ce qu'il voudra. J'ai déjà insisté sur cette question en combatant les déviations de l'anarchisme. Nos théoriciens de valeur — Bakounine, Proudhon, Kropotkin — n'ont jamais prétendu que cela fut ni possible, ni désirable. Ce dernier, le plus éminent défenseur du communisme anarchiste, et tous les combattants de la Première Internationale, n'ont voulu dire, quand ils ont repris la formule de Louis Blanc, que ceci : « Ce-

en maître absolue au sein du Comité Central du Parti Communiste, grâce à la Tchéquie qui l'employait déjà contre ses camarades.

Théoriquement, marxistes et anarchistes semblent d'accord sur la disparition de l'Etat. Marx l'a déclaré à plusieurs reprises. Il a affirmé que l'anarchie est la dernière étape du socialisme. Il ne s'agit que d'une différence de procédés, et d'une question de temps. Nous commettons, selon Marx, l'erreur de vouloir pour le commencement ce qui ne peut s'obtenir qu'à la fin. Mais quand on observe la mentalité, les actes, la politique des hommes qui ont soutenu cette thèse, il est permis de douter qu'ils prissent jamais le chemin que eux indiquent.

Quand il expose pourquoi l'Etat devra disparaître et disparaître, Engels échappe toute une suite de raisonnements qui semblent irréalistes. L'Etat, dit-il, est le résultat de l'existence des classes. Si la cause disparaît, l'Etat devra forcément disparaître. A mesure que, dans la période de transformation, la bourgeoisie sera assimilée, l'Etat sera dépassé, comme il n'y aura plus de classes, il n'aura pas lieu d'exister, et son dernier acte sera son auto-suppression.

Nous avons déjà vu que Lénine, après Marx, avait ajouté la création d'une existence paradisiaque où les hommes seraient des anges et où tous les moyens d'existence viendront presque par enchantement. Il convient de rappeler cette deuxième étape préliminaire avant d'exposer la thèse anarchiste. Les anarchistes ont toujours eu de l'Etat une conception plus complète. Pour eux, il n'a pas seulement le fruit de l'existence des classes, car nombreuses ont été les épaves de l'histoire où des hommes en exploitaient d'autres — tels les serfs et les seigneurs féodaux sous le moyen âge — sans que l'Etat ait été constitué. L'Etat permanent en Europe est vieux de quelques siècles. La division de la société en couches dont les plus fortes exploitaient les autres a toujours été, quoique cette exploitation ait revêtu des formes diverses.

D'autre part, et d'une façon interminante, l'Etat a existé à d'autres époques, sans que l'antagonisme de classes, au sens marxiste du terme, en soit une explication suffisante. Nous pensons, d'autre part, que comme institution, non seulement il n'est pas le résultat fatal des contradictions des classes, qu'il n'est pas seulement le résultat des formes économiques existantes — l'œuvre des conquérants dans l'histoire est là pour le démontrer, et l'Etat fut dans la Russie bolchevique, le fruit de la volonté d'une poignée de bourgeois qui la réclamaient. Regardez : la liberté de parole, la liberté de la presse, la liberté du commerce, tout cela a été inventé par la bourgeoisie ! Et pour ne pas respecter ces préjugés bourgeois, il écrasait les socialistes révolutionnaires de gauche, puis les anarchistes, il demandait contre l'opposition ouvrière de son Parti une lutte « implacable et systématique » (4), supprimait toute liberté de presse et de réunion, écrasait avec Trotsky l'insurrection de Kronstadt, et dominait

ont organisé l'Etat centralisé se sont appuyés sur les serfs et sur la bourgeoisie naissante, pour combattre les seigneurs féodaux. Puis ils ont enlevé aux communes, qu'ils avaient commencé par défendre, les libertés qu'ils leur avaient données, et leurs biens collectifs, soit pour

LA "CANAILLE" EST EXPULSÉE pendant que Paris prend un air de fête pour recevoir les têtes couronnées d'Angleterre.

LE CONTRASTE EST CRIANT D'INJUSTICE, ET PAS A NOTRE LOUANGE.



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II<sup>e</sup>) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

## Grand meeting

### Contre l'infâme persécution

Pour la défense des ressortissants "étrangers" résidant sur le sol français, nous avons engagé une campagne qui n'aura de cesse que le décret-loi ne soit abrogé et qu'un statut le remplace qui protège les réfugiés politiques contre l'arbitraire administratif.

Semaine par semaine, nous tiendrons nos lecteurs au courant de notre propagande.

Un grand meeting aura lieu le vendredi 10 juin, à la Mutualité. Ce doit être plus qu'un succès si l'on veut que le Gouvernement tienne compte de nos protestations et capite devant une opinion publique alertée par nous et que le sort des malheureux proscrits ne laisse pas indifférente.

Comme nous aurons bien des égoïsmes à vaincre avant d'en arriver là, nous nous en apercevons dès à présent, il est indispensable que les camarades les plus infatigables en mettent dès aujourd'hui un bon coup.

Vous savez combien les événements d'Espagne nous vont au cœur, qu'ils sont pour nous préponditaires, et le désir que nous avons de nous y consacrer presque exclusivement. Il ne faut donc point que l'effort que nous allons accomplir pour l'application d'une loi scélérate et son remplacement par une autre moins inhumaine nuise à la solidarité que nous devons apporter chaque jour davantage aux vaillants combattants espagnols.

Il ne le faut pas, et vous ne le voudriez pas vous-mêmes.

Alors, faites que S.I.A. décuple sa force.

## Bas les pattes devant les proscrits

### Dénominations perfides, ragots venimeux sont souvent à la base des mesures d'expulsion

Le problème des étrangers, dont la complexité n'est pas discutable, ne peut être résolu dans un sentiment humain, conformément aux traditions de la France, que par des dispositions législatives, analogues à la loi de 1927 sur l'extradition.

La loi de 1927 a eu pour objet de transporter le débat d'extradition du domaine administratif au domaine judiciaire. Autrefois, le Gouvernement statuait sur les demandes des gouvernements étrangers; c'était l'arbitraire. Depuis 1927, le Gouvernement ne se prononce qu'après avoir pris l'avis d'une juridiction (Chambre des Mises en Accusation); c'est l'équité.

En matière d'expulsion, sans que le Gouvernement fût obligé de communiquer les documents secrets se référant, par exemple, à la Défense nationale, une commission devant laquelle l'intéressé pourrait se défendre examinerait les griefs.

Comblen de dénonciations perfides, combinées de ragots venimeux si souvent rencontrées à la base des mesures d'expulsion seraient ainsi écartées !

V MORO-GIAFFERRI.

### Le nouveau décret sur la police des étrangers est d'inspiration fasciste

Le nouveau décret sur la police des étrangers est d'inspiration purement fasciste. Il est d'ailleurs l'aboutissement normal, sur le plan juridique, de toute la politique suivie depuis de nombreuses années par les gouvernements réactionnaires, politiques contre laquelle le Front populaire n'a ni su, ni voulu réagir.

Dans l'Europe, déjà aux trois quarts asservie au fascisme, il subsiste encore une terre de refuge : la France. Par ses gots de liberté, par ses traditions séculaires, le peuple français a toujours accueilli avec respect et générosité le proscrit étranger. Le droit d'asile, depuis la Révolution, fait partie intégrante du droit français.

C'est pourtant le principe même de ce droit qui se trouve mis en question par l'unique décret du 2 mai 1938. Le réfugié politique est maintenant, dès son entrée en France, pratiquement livré à l'arbitraire policier le plus absolu. De la police seule dépendra désormais son admission et son séjour en territoire français. Autant dire que les frontières de notre pays lui seront obstinément interdites.

L'étranger dont la situation n'aura pas été régularisée par la police encourra désormais un an de prison, et nous savons, hélas ! par expérience, que les tribunaux appliquent aux étrangers la loi dans son maximum de rigueur.

Le citoyen français est lui aussi visé par ce décret, qui crée un délit spécial pour quiconque aura aidé ou secouru un étranger « irrégulier ».

Dans les quarante-huit heures, s'il n'a pas dénoncé l'étranger à la police, le Français encourra également un an de prison !

De telles dispositions législatives, arrêtées en vertu des pleins pouvoirs financiers ! constituent par leurs dispositions superscélérates un défi à tous ceux qui, en France, portent encore en eux le culte de la liberté. L'odieux décret, pris en dehors de toute discussion parlementaire, doit être dénoncé au fronton de nos monuments publics : Fraternité !

S'il ne s'agissait que de nous indigner contre le coup de force perpétré à l'égard de gens sans défense, ce serait relativement facile, et nous ne manquerions point d'épithètes pour qualifier un Sarraut, sa police et leur œuvre. Mais il faut protester et aussi réparer. Détruire et également construire. Et seuls nous n'y suffissons point.

Nous avons besoin d'appuis et de concours. Et nous en cherchons, en ce moment, un peu partout.

Ceux des avocats nous seront particulièrement utiles. Aussi est-ce avec un vif plaisir que nous enregistrons aujourd'hui l'adhésion à notre point de vue de nombreux avocats, dont on lira, avec profit, à tout côte, ce qu'ils pensent du décret-loi sur la police des étrangers.

Il ne le réprouvent pas tous en bloc. Certains même s'abusent au point de trouver dans ce décret une apparence de légalité à figure humaine. Deux passages du décret leur plaisent qui semblent être une amélioration sur les pratiques du passé.

Celui-là, d'abord :

« Certains étrangers ne pourront être expulsés qu'après avoir été entendus personnellement par un délégué du préfet s'ils en manifestent le désir. »

C'est-à-dire que c'est l'expulseur qui entendra l'expulsé ; il ne pourra donc que maintenir sa décision. Sans doute cherchera-t-il à corrompre le malheureux qu'il aura devant lui ; à profiter de ses embarras matériels, de sa souffrance morale s'il quitte femme et enfants, pour en faire un délateur. En ce cas il accordera le sursis.

Cette amélioration-là, mon cher Torrès, nous a plutôt l'air d'une aggravation. Elle cache trop d'indignités en perspective pour que nous puissions dire : bravo !

Cet autre, ensuite :

« L'expulsé qui n'obtiendra pas de visa pour pénétrer dans un autre pays sera autorisé à séjourner en France, astreint toutefois à vivre dans des lieux que le ministère de l'Intérieur fixera, et dans lesquels l'intéressé devra se présenter périodiquement aux services de police et de gendarmerie. »

C'est-à-dire que ces expulsés seront confinés dans des coins où ils ne pourront gagner leur pain, soumis à des règles odieuses de police réservées jusqu'ici aux relégués, aux interdits de séjour et aux femmes en carte.

Et cette législation-là sera appliquée à des réfugiés politiques qui n'auront même jamais été condamnés !

Nous la repoussons du pied. Elle est plus abominable que l'expulsion pure et simple.

Au moins, lorsque des proscrits politiques ne savaient où trouver enfin un toit, nous avions dans le passé la possibilité de créer un abri pour eux. Il le fallait bien, à les imposer en France, sans lieu de résidence forcée.

Aujourd'hui, on leur propose une espèce de camp de concentration. Merci bien !

sibilité glacée de ces textes de répression aveugle et impitoyable, échappés à la néfaste improvisation de nos délégués législateurs « républicains ».

Il n'est pas, en France, un homme de cœur ; il n'y a pas un libre citoyen, épris de droit et de liberté, qui puisse les accueillir, ces décrets indignes, sans le sursaut d'une juste colère, sans un cri d'angoisse, et sans un élan de pitié vers les victimes innocentes de ces textes de proscription.

A ceux-ci, à ceux-là, je veux répéter aujourd'hui, avec une indéfectible conviction : « Il ne faut pas désespérer du cœur de la France. Nous restons quelques-uns, qui sauront mener le combat sacré pour la cause du droit d'asile ; pour que ne soit plus un vain, un risible mot, celui que nous lisons encore au fronton de nos monuments publics : Fraternité ! »

D'autre part, les décisions, comme le passé, sont laissées à l'arbitraire de l'administration, et enfin, cette procédure illusoire ne s'appliquera même pas quand l'ordre public ou la défense nationale seront en cause.

On sait ce que signifient ces décisions : cela veut tout simplement dire qu'en réalité l'apparence de garantie que l'on donne d'une main aux étrangers leur est retirée de l'autre main.

Ce décret-loi, qui place les étrangers sous la coupe permanente de la police et qui vise à transformer notre pays en une vaste entreprise de mouchardage et de délation, doit soulever la réprobation de tous les hommes qui ont conservé un minimum de respect pour les droits imprescriptibles de la liberté humaine.

WEIL-CURIEL.

Un véritable décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le gouvernement Daladier-Manin nous a gratifiés d'un véritable décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire. Non seulement le décret-loi dû à M. Sarraut est abominable surtout au moment où la France est le

fronton de nos monuments publics : Fraternité !

André KLOTZ.

Un véritable décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

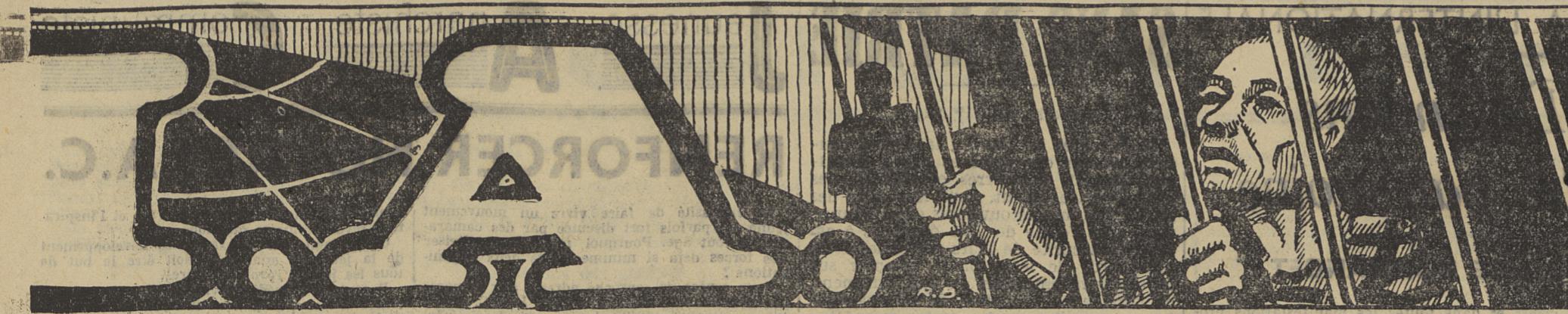
Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de son histoire

Le décret scélérate qui ramène la France aux plus tristes époques de



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria: 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post.: Fauquier 596-03

## La decisión de Ginebra

Por cuatro votos contra dos y nueve abstenciones, la Asamblea de Ginebra ha decidido rechazar el pedido presentado por Alvarez del Vayo, en el sentido de abrir una información sobre lo que en España ocurre, de reconocer el ataque italo-alemán, de poner fin a la política de no-intervención y de ayudar al gobierno legal en su lucha contra la agresión.

La mayoría es poca. Y es un síntoma elocuente de que moralmente la causa nuestra gana terreno. Sobre todo si se tiene en cuenta que China, cuya posición es relativamente contundente en cuanto a los problemas generales que la Liga aborda — porque es la primera interesada, — Suecia y Nueva Zelanda, cuyo gobierno es socialista, y por lo tanto antifascista, se abstuvieron. Y sin embargo, las censuras presentadas a la timidez de la institución ginebrina por el representante zelandés podían hacer esperar una actitud distinta. Pero es costumbre de esos señores ser energicos en las palabras y castrados en el momento de obrar.

Asimismo, la actitud de Suecia, netamente antifascista en cuanto a su posición política, es sorprendente. Pero, conviene recordar que ese país vende mucho mineral, mucha madera y pasta de papel a Alemania. Y no quiere perder al cliente...

De todos modos, es seguro que la cuartería inglesa habrá encontrado siempre el número de aliados que precisaba para imponer su resolución. Aun cuando los Estados o los gobiernos no estén decididos, deben ceder a la presión británica, que va sefórandose nuevamente de la política internacional, y dirigéndola a su sabor.

Lo que ocurre con nosotros es ciertamente vergonzoso. El mismo representante de Francia declaró su simpatía y la de su gobierno por la España republicana. Sabemos que no faltan en el seno de este gobierno hombres que, sea por intereses nacionalistas, políticos, o por verdadera inclinación democrática, están de acuerdo con nuestra causa. Pero nos abandonan. Pueden hacerse toda clase de conjeturas acerca de los móviles de este abandono, y dar toda suerte de explicaciones, lógicas en todo o en parte. Pero el caso es que dejan

desangrar a España y a la democracia popular española.

Parce seguro que Italia ha prometido a Inglaterra retirarse de nuestro suelo después del triunfo. En el fondo, está obligada por los hechos, pues hasta los falangistas se van sublevando contra las tropas de Mussolini, y el mismo Yagüe las ha criticado, lo que ha motivado su encarcelamiento. Esta situación haría insostenible la presencia de las tropas del duce, y provocaría contra su dominio una unión nacional en la cual, si Franco acabase por triunfar, se operaría a la larga una especie de fusión que provocaría una especie de término medio social entre los combatientes: es decir una inclinación hacia las soluciones radicales de la izquierda nuestra, de parte de los que aportan al fascismo un contenido distinto de lo que quieren darle los caciques de Franco.

La retirada de las hordas mussolinianas es pues fatal. Y al hacer esta promesa, como si fuera una concesión, el dictador de Roma ha concedido simplemente lo que estaba obligado a hacer. De nuevo se ha burlado de Inglaterra.

Los gobernantes de esta última nación, seguros de que los italianos se irán, se dan por satisfechos. A este precio, dejan asesinar a la revolución española, a la que temen mucho más que al fascismo. Matan así dos pájaros de un tiro.

En el fondo, no hay por qué sorprendernos de que las cosas sucedan así. No hay por qué sorprendernos tampoco de que haya sido reconocida la conquista de Etiopía. Es otra concesión hecha a Roma, con el propósito de atraer a Mussolini en la órbita de las naciones occidentales. Después, Inglaterra procurará assimilar la economía española, o limitar el alcance de las empresas alemanas.

Tal es en el fondo lo que ha pasado desde el principio. Lo malo es que como se dice recientemente en un artículo de este periódico, no se haya sabido buscar bastante la ayuda de los únicos que podían cooperar con nosotros: de las clases obreras, de las organizaciones de clase que, aunque pertenecientes a otra internacional y a otra corriente, sentían profundamente nuestra causa, y habían podido ejercer una presión cuyos resultados se habrían hecho sentir indefectiblemente.

Dr. PABLO TENAZ.

## Las cosas a medias

Hacer las cosas a medias equivale muchas veces a no hacerlas. Otras, es aún peor, porque se engaña a los que están dispuestos a prestar su concurso, haciéndoles creer que lo realizado es suficiente y que no conviene hacer más.

Esta observación nos ha sugerido en muchas ocasiones la actitud de muchas instituciones, organizaciones y partidos que han tomado internacionalmente nuestra defensa en las naciones de este continente y de otras partes, pero que lo han hecho en tal forma que es como si se diera a un hombre a punto de morir de inanición, un dedito de agua.

Actualmente, la Federación nacional ferroviaria francesa está publicando, todas las semanas, una estadística de los materiales provenientes de Alemania que pasan directamente por Bayona a la España sometida por Franco. Nos informamos así de que llegan por toneladas cajones de porcelana, de vidrio, y otras cosas «súmmamente frágiles» que es preciso manipular cuidadosamente...

Indudablemente, la Federación de los Ferroviarios hace bien en denunciar estos transportes. Pero, tal vez porque somos españoles y que entendemos, según el refranero, que «obras son amores y no buenas razones», opinamos que sería mucho mejor que los compañeros que toman esas estadísticas, se opusieran energicamente a que tales mercaderías pasaran.

¿No podría la Federación de los Ferroviarios adoptar una actitud más energica? ¿No se da cuenta de que, por mucho que publique cifras y cifras, es ella, al fin y al cabo, también responsable de que esos materiales, destinados a matar a nuestros compañeros y a avasallar a España lleguen a mano de los verdugos? ¿No ad-

viente que está colaborando con su obra?

Si no tiene energía para tomar tales actitudes, que no han de hacer correr, por cierto, muchos riesgos, ¿qué resistencia se será capaz de ofrecer mañana al fascismo?

Creemos, por nuestra parte, que los camaradas ferroviarios franceses están dispuestos a la acción. Han demostrado ya suficientemente su solidaridad con nosotros, especialmente en cuestiones de fronteras. Pero, la disciplina sindical les ata. Es por esto que pedimos a las autoridades de la citada Federación si no pueden, si no quieren hacer otra cosa que publicar la estadística de su colaboración con los que nos asesinan.

En caso de que se decidiesen a cambiar de actitud, las dispensariamos de redactar energicas órdenes del día, y de llorar mañana sobre nuestra tumba.

Varios Combatientes ferroviarios (Frente de Lérida).

Hemos recibido un gran número de dibujos de Sim.

Ya conoce la mayor parte de nuestros lectores, y la gran masa de los antifascistas, el contenido de estos álbumes. Son treinta acuarelas que fueron inspiradas por los combates del 19 de julio, y por las jornadas que siguieron.

Sim se ha revelado en ellas un artista consumado. Tanto el dominio del color, que da de por si fuerza a tantos dibujos, como el sentimiento que le ha inspirado han alcanzado una altura poco común. Además, hay en Sim un observador verídico, que capta en su retina las actitudes de combate, los gestos, los detalles físicos que traducen un estado de alma, una disposición de ataque, un sentimiento de piedad.

De todo cuanto se ha producido en

## Las expulsiones y la S.I.A.

Nuestros camaradas están al corriente, ya que ellos son los principales interesados, del decreto sobre extranjeros que el gobierno francés actual acaba de dar a conocer, y ha empezado a aplicar.

Nunca en la historia de esta nación, tales medidas han sido tomadas. Ni éstas, ni otras parecidas. Pero la reacción está avanzando, y lo que aquí ocurre es el reflejo de lo que acontece en otras partes.

Sea como sea, es imprescindible procurar limitar el daño, no impedirlo. Gran número de camaradas de todas las nacionalidades están amenazados de expulsión, de «domicilio forzado», de condenas por un tiempo más o menos prolongado. Si ellos no cuentan con nuestra solidaridad, con nuestro apoyo, con nuestra defensa, su causa está perdida, y con ella la libertad.

La sección francesa de Solidaridad Antifascista, fiel a la misión por la cual fué creada, ha tomado desde el principio posición firme en esta emergencia, y se esfuerza ya por organizar un movimiento de protesta tendiente a impedir que las medidas anunciadas en el mencionado decreto sean aplicadas. Esto es el primer paso. Pero al mismo tiempo, está preparando una intensa campaña para obtener la anulación del decreto sobre extranjeros.

A tal fin, ha establecido relaciones útiles, y se prepara a la lucha.

Su tarea ha sido pues complicada. No se trata ya solamente de apoyar a la España antifascista. Debemos ahora proteger a todos los refugiados políticos de izquierda, venidos de tantas naciones, y que están amenazados de expulsión. Debemos tomar la defensa de los que están y serán inquietados por haberlos dado asilo.

Frente a esta situación, requerimos de nuevo, y con insistencia, la ayuda de los camaradas, de todos los antifascistas que comprenden nuestra labor, su necesidad y su magnitud. Es necesario aportar el esfuerzo que cada uno puede suministrar, es preciso formar el cuadro alrededor de S.I.A., o mejor dicho, aumentar su fuerza, sus recursos, y contribuir a su actividad.

Confiamos en que los antifascistas españoles comprenderán la urgencia de esta tarea y en que aportarán todo su concurso, para llevarla conjuntamente a cabo.

S.I.A.

## NUESTRA LABOR

Cuando nos hemos encargado de organizar la sección francesa de la S.I.A., sólo nos ha movido el deseo de colaborar en los más posibles a la lucha contra el fascismo, y especialmente contra la que se trataba de los más urgentes, de ayudar a España, a la España que amamos, a la España que lucha contra una coalición reaccionaria formidable, a la España herética que da al mundo un ejemplo de lo que puede o debe hacerse contra el ataque de los enemigos de la libertad.

Comprendemos que nuestra tarea es de largo alcance, no solamente porque la lucha en el territorio hispano ha de durar todavía, no solamente porque las consecuencias de esta lucha deberán movilizar, durante años, a los antifascistas del mundo, cualquiera que sea la solución definitiva. Pero también porque la lucha contra el fascismo no se circunscribe en el espacio a la península ibérica, y porque ha de terminar solamente cuando caiga el último reducto reaccionario de los muchos que hay en el mundo.

No son solo los microbios los que matan, sino la falta de higiene que facilita su desarrollo. Y cuando, mediante una buena organización profiláctica se puede interceparles el camino, puede afirmarse con excesivo fundamento que el enfermo no muere solamente por las bacterias, sino por sus aliados inconscientes y conscientes, pero siempre efectivos, que no toman las medidas de contención necesarias, o sabotean las que se han tomado.

Desgraciadamente, la lucha contra el fascismo no es solamente un contraataque contra los enemigos que visitan la uniforme de los falangistas, de los guardias civiles, o que llevan la boina roja. Y ante tantos resultados desastrosos, nos hemos visto obligados a hablar.

Molesta el que hayamos pedido la amnistía para los presos antifascistas. Lo sentimos. Pero no tenemos ningún compromiso que nos impida protestar contra medidas conducentes a debilitar el frente antifascista. Y sabemos que sólo ante la presión directa, o ante el peligro inmediato, se cede, o se pone buena cara a los a quienes se considera, en el fondo, enemigos.

Gon mucha satisfacción cesaremos de reclamar, con mucho gusto señalamos que Maroto no ha sido fusilado, pero la amenaza que sobre él pesa, pero las detenciones de Máximo Franco, de Yoldi, y otras muchas cosas, pero el sabotaje al frente de Aragón, todo esto es labor que favorece al fascismo, y estamos obligados a combatir esas acciones, como se combate en España el espionaje.

Los que provocaron las jornadas de mayo pueden hacer por ahora, ante la proximidad del enemigo, cara de buenos amigos. Pero sabemos quienes son. Y no toleraremos sin protestar que asesinen puñaladas a la resistencia contra las hordas de Franco. Ya vemos el resultado de las de ayer.

En buena hora callaremos cuando no haya represión. Pero cuando sepamos que se produce, la denunciaremos. Porque combatir al fascismo no es una razón para soportar métodos fascistas, cualquiera que sean sus autores. Por esto no mueren los militares en el frente.

## Vida de la S.I.A.

### UN FOLLETO ORGANICO DE LA S.I.A. ESPAÑOLA

demás, las otras secciones, incluyen.

### LUCIA SANCHEZ SAORNIL

Lucía Sánchez Saornil ha sido designada para reemplazar en su puesto al compañero Pedro Herrera, secretario de Solidaridad Antifascista Internacional, institución mundial.

Nos alegramos de la designación de esta camarada, que ha demostrado ser una activísima organizadora, y una personalidad de talento. Lucía Sánchez Saornil ha sido la más ardiente inspiradora de la institución Mujeres Libres, y por su actividad incansable ha contribuido poderosamente al gran incremento que esta organización ha tomado en España.

Agitadora al mismo tiempo que organizadora, trabajadora constante y entusiasta, ella agrega a estas cualidades otras, literarias, que la colocan, a nuestro juicio, en el primer plano de los poetas de la revolución. Sus romances tienen siempre el ritmo, la imagen, la expresión, la inspiración de la poesía. No escribe versos en prosa, y sus cualidades serían más apreciadas si no estuvieran en una época en la cual la poesía pasa a segundo plano. Pero es verdad que sólo con ella pueden expresarse a menudo ciertas cosas, en la forma vigorosa que se desea.

La secretaria mundial de la S.I.A. no podían estar en mejores manos. Esperamos que la camarada Saornil encuentre en todas partes el eco que merecerán sus iniciativas, y nosotros, por nuestra parte, haremos para contribuir al éxito de su gestión. Por ella, y ante todo, por la causa antifascista que nos comunita.

### NUESTRA JIRA EN ALGERIA

La jira organizada por la S.I.A. francesa alcanza un éxito grandioso. Los milines dados por el delegado nuestro, compañero Huart, son por todas partes un triunfo.

Por doquier, el público acude, numeroso y entusiasta, a escuchar la voz de nuestros oradores. En los tres departamentos de Francia, el movimiento provocado por la S.I.A. es realmente promisor.

Otros actos han de celebrarse todavía. No dudamos de que nuestros camaradas aportarán su más entusiasta concurso para asegurar la continuidad del éxito de la jira.

El África del Norte se está convirtiendo en una de las regiones más dinámicas de la S.I.A.

## Notas desde España

### HEROISMO DE UN PUEBLO

No sé si nadie comprende en el extranjero la magnitud del sacrificio que está soporlando Barcelona. Y hablo de Barcelona porque en esta ciudad me hallo, y es probablemente la que, debido a las circunstancias de la guerra y a las condiciones económicas de la región, sufre más.

No se comprende probablemente porque un falso pudor impide decir la verdad. Tanto se ha hablado entre nosotros del hambre que padecen los fascistas, que lo hemos aceptado como artículo de fe, y nos hemos creído favorecidos. Luego, hemos dicho a todas partes que nuestra situación económica era buena.

El menor conocimiento de la geografía, las simples nociiones de lo que se enseña hoy en las escuelas primarias, el solo hecho de mirar uno de los mapas económicos para alumnos de enseñanza elemental habría hecho desvanecer este optimismo superficial. Pero era difícil reaccionar contra la declaración enfática. Y la confianza, si no nos ha matado, nos ha hecho mucho daño.

Fuere por lo que fuere, la situación es así. No hay pan, sobre todo para el pueblo, pues lo poco que se encuentra va a manos que no son populares. Escasea el alimento. Las mujeres se ven obligadas muchas veces a formar cola durante una noche entera para conseguir una col. Y eso que estamos en la primavera, en una época de cosecha de producción hortícola.

Deberá el falso pudor prohibirnos decir estas cosas? ¿Es preferible dejar morir de hambre a un pueblo antes de reconocer la verdad y decirlo? Aun cuando los fascistas exploten estas realidades para combatirnos cerca de los que no tienen alma — pues es preciso no tenerla para regocijarse del hambre de un pueblo, y tales entes no pueden interesarnos... ¿y conviene callarlas?

No lo creo. La ayuda ha de venir si se comprende la situación terrible que atraviesa Cataluña. La gran masa de los habitantes sufre lo que no puede imaginarse. Lo sufre sin protestar, resignada y confiada en el porvenir. Las mujeres pasan la mitad del tiempo en las colas, mucha gente está con la multiplicación de la población barcelonesa por tres, casi siempre en la calle. No hay sino rarísimos tranvías, de modo que es preciso desplazarse siempre a pie. Y cuando se come tan poco, puede suponerse lo que esto representa.

Un kilo de pan «francés» cuesta hoy casi lo que ganaba por semana un operario antes de empezar la lucha. De carne, no hablamos. No hablamos de otras muchas cosas.

El sacrificio que esta población hace por la libertad es indescriptible. Involuntariamente uno recuerda las narraciones del sitio de Gerona, o de Zaragoza.

Ojalá no llegue la situación a tal extremo! Pero sólo la ayuda exterior puede impedirlo.

Antifascista.

## Las estampas de Sim están en venta

Hemos recibido un gran número de dibujos de Sim.

Ya conoce la mayor parte de nuestros lectores, y la gran masa de los antifascistas, el contenido de estos álbumes. Son treinta acuarelas que fueron inspiradas por los combates del 19 de julio, y por las jornadas que siguieron.

Sim se ha revelado en ellas un artista consumado. Tanto el dominio del color, que da de por si fuerza a tantos dibujos, como el sentimiento que le ha inspirado han alcanzado una altura poco común. Además, hay en Sim un observador verídico, que capta en su retina las actitudes de combate, los gestos, los detalles físicos que traducen un estado de alma, una disposición de ataque, un sentimiento de piedad.

De todo cuanto se ha producido en

## DE LA MARSEILLAISE A L'INTERNATIONALE

LA BOITE  
AUX BOUQUINSDéfendons  
notre patrimoine

## UN OPUSCULE DE MAURICE DOMMAGNET

Depuis qu'ils sont patriotes les communistes se montrent les plus vigilants défenseurs du patrimoine national. En moins de trois ans ils ont annexé Jeanne d'Arc, Descartes, Rouget de l'Isle et la *Marseillaise*, Napoléon, etc. Pourquoi pas la jument de Roland ou le cheval d'Henri IV ? Patience ! Ils y arriveront. Eh bien, qu'ils gardent leurs conquêtes. Qu'ils déplacent largement le drapeau tricolore, celui des Versaillais, qu'ils fassent défilé avec eux la police, les curés, qu'ils clament à plein gosier la *Marseillaise*, nous ne leur disputerons rien de tout cela. Mais nous défendrons nous aussi, notre patrimoine. Notre patrimoine révolutionnaire, bien entendu.

L'*Internationale* était, depuis bon nombre d'années, la chanson du prolétariat. Nul n'aurait songé à contester sa supériorité, sans nos braves communistes. Maintenant ils lui adjoint la *Marseillaise* et elle ne paraît plus qu'en supplément à la fin des meetings et des congrès. Peu de gens connaissent l'histoire des deux chansons rivales et il faut savoir gré à Maurice Dommanget de nous la conte aujourd'hui (1).

« Composée dans un milieu de guerre, par un officier de carrière sorti des écoles militaires, chantée pour la première fois dans un salon rempli d'officiers, dédiée à un maréchal, exécutée pour la première fois publiquement par une musique militaire, popularisée surtout par les volontaires marseillais, devenu hymne officiel aux armées avant d'être l'hymne du pays, la *Marseillaise* respire ce que Pottier appelle d'un mot expressif : le cannibalisme. De ses couples s'exhalent une odeur de sang. C'est comme le rugissement d'une bête féroce.

Né pendant la Révolution, elle n'est pas un chant révolutionnaire, pas même un chant républicain. C'est un chant de guerre et tous les gouvernements l'utilisèrent comme tel si bien que Rouget de l'Isle disait lui-même certain soir : « Ah ! ça va bien mal. Je viens d'entendre chanter la *Marseillaise* ! »

L'*Internationale* n'eut pas tout de suite le succès qu'elle méritait. « Bien que jaillis tout brûlants en juin 1871 du cœur de Pottier, enflammé au spectacle d'une répression impitoyable, ses vers si fermes et si sonores, ses couplets d'une exaltation si vraie, son refrain si dynamique, ne trouvèrent pas un musicien capable de leur donner des ailes ». Ce fut seulement en 1888 que Pierre Degeyter, simple ouvrier d'usine, composa l'air magnifique qui parvint les strophes de l'hymne révolutionnaire. Mais l'*Internationale* mit encore longtemps à se faire entendre. Enfin à partir de 1896, elle est chantée dans les congrès ou

vriers et dans toutes les manifestations prolétariennes. Depuis elle a conquis le monde. Nous savons bien pourquoi les communistes la délaissent. Pour orchestrer leur campagne en faveur de l'Union Sacrée et de la guerre antifasciste, ils avaient besoin d'un chant agressif, d'un cri de haine : ils ont pris la *Marseillaise*. Mais nous qui voulons la paix entre tous les travailleurs, nous dont les principaux ennemis sont à l'intérieur de classe, à notre *Internationale*, nous répondrons aux communistes en leur citant ce poème qu'un des leurs, le trop célèbre Aragon, écrivit quelques mois avant le fameux tournoi :

« Céde le pas à Marseillaise  
à l'Internationale, car voici  
l'octobre ou sombre les derniers accents.

Aux armes citoyens !

Qui parle ? Des généraux, des marchands, la police.

Formez vos bataillons !

Nous vous connaissons gendarmes !

Marchons, marchons ! Eh bien, qu'ils marchent.

Nous les attendons, camarades,  
Vous êtes tous des ouvriers, des paysans,  
des travailleurs.

C'est contre vous, c'est contre nous qu'ils vont, qu'ils marchent.

Soyons unis. Comment auraient-ils assez de balle pour nous tous ?

Et nous pouvons prendre les arsenaux et les armureries.

Soyons unis dans l'action : pas de pitié. Ils reviendront toujours plus forts. Vous soutenez.

Comment ils ont tué Sabattier ?  
Soyons unis : les voilà ! Que chantent-ils les vaches ?

Qu'un sang impur  
Abreuve nos silipons.

On va bien voir quel est le plus rouge, du sang du bourgeois, ou du sang de l'ouvrier.

Debout !

Peuple travailleur !

Debout !  
Les damnés de la terre.

Jean REMY.

(1) De la *Marseillaise* de Rouget de l'Isle à l'*Internationale* d'Eugène Pottier, par Maurice Dommanget, 1 brochure, en vente au *Libertaire*, 4 francs.

AUTOUR DE L'AFFAIRE  
GARNIER-BIDAULT-DAVID

## Une protestation à la C.G.T.

Les représentants des syndicats et délégués au congrès de l'U. D. de la Loire (des 7 et 8 mai) dont les noms suivent, devant le refus du président Frachon, délégué de la C.G.T., de remettre la parole à des délégués de la minorité, après avoir donné une interprétation fausse d'un vote qui venait d'avoir lieu, indignés de voir la majorité de l'U. D. refuser de soutenir deux militants injustement emprisonnés, ont décidé de quitter le congrès.

Ils protestent :

1<sup>er</sup> Contre la longue intervention de Frachon avant le vote du rapport moral, intervention qui avait pour but d'influencer le vote des délégués.

2<sup>me</sup> Contre le fait que Frachon ait donné une fausse interprétation à un vote. Il avait consulté le congrès pour savoir si les deux motions présentées sur le cas Garnier devaient être mises aux voix. Une majorité non contrôlée d'ailleurs par le compte des mains levées s'étaient prononcées pour la mise aux voix, il a proclamé, en dépit de toute objectivité, que cette majorité s'était prononcée pour la résolution présentée par le bureau de l'U. D., résolution qui ne prenait pas position contre l'arrestation de Garnier, mais se prononçait simplement pour la victime Chauzier et contre les méthodes de violence, laissant ainsi sous-entendre que Garnier était livré à des actes de violence et était responsable de la mort de Chauzier. Il a ensuite refusé la parole aux délégués qui demandaient une révision au point sur ce vote fausse.

3<sup>me</sup> Ils renouvelent leur protestation, indignés contre l'arrestation de Garnier et David, contre l'inculpation de Bidaud et demandent la libération des emprisonnés qui protestent contre l'U. D. contre la Fédération du Bâtiment, contre le délégué de la C.G.T. Frachon qui, non seulement n'est rien fait pour faire libérer Garnier, mais en profite pour jancer des insinuations malveillantes utilisables par le procureur de la République et la police et tenter de désagréger le syndicat du Bâtiment actuel.

Ils demandent à la C.G.T. d'intervenir contre ces manœuvres antibourses au profit d'une tendance à laquelle n'appartenait pas Garnier, manœuvre déjà esquissée au Syndicat du Bâtiment par les délégués de la Fédération et dans un meeting le 26 avril, par ladite Fédération, la direction de l'U. D. et Frachon de la C.G.T. Ces manœuvres créent une atmosphère de division dans notre Union départementale et dans les syndicats la composant.

Ils comptent sur le Bureau confédéral et la C.A. pour faire respecter la démocratie syndicale et la liberté d'opinion dans notre U. D.

Turon, secrétaire du syndicat litho et les deux autres délégués Brun et Kunast ; Soulard, secrétaire du syndicat typo, délégué ; Thévenon, secrétaire du syndicat des instituteurs et les 13 autres délégués : Poyet-Poulet, R. Garand, Victor Girard, Dureux, Savat, Duperey, A. et M. Porte, Benoît Gagnaire, A. Thévenon, Rozel, Peyrache, A. Girard, A. Arnaud, délégué du syndicat de l'habillement de Firminy ; Bessac, secrétaire du syndicat de l'habillement de Saint-Etienne ; Merle, l'un des deux délégués du syndicat des cheminots de Terrenoire ; Delage, secrétaire du syndicat des constructeurs de Saint-Etienne ; Pierre Méailler et les autres délégués ; Guignard, secrétaire des municipaux du Chambon-Feugerolles ; Basse, délégué des mécaniciens-défenseurs ; Noblecourt, secrétaire du syndicat des colliers de Saint-Etienne ; Gastal, Rouge et Gaile, délégués du syndicat des métiers de Roanne ; Marcoux, secrétaire du syndicat des crayons Marquise à Saint-Julien-en-Jarez ; Mme Gibert, Gueldry, délégués du syndicat des agents P.T.T. de Saint-Etienne ; Gallion, délégué du syndicat des agents P.T.T. de Roanne ; Arnaud, délégué au congrès par le syndicat des mineurs de Saint-Genest-Lerpt ; Bertail, secrétaire du syndicat des

Le mouchard Tamburini  
agent triple et provocateur  
est sous la protection  
des autorités françaises !

Après avoir été employé au bureau de la prison de Perpignan, Tamburini est en liberté provisoire. Il travaille même, paraît-il, dans un magasin de cycles de Perpignan. Lors de l'enquête sur les cagoulards et les diverses affaires de bombes, il a dévoilé tous les dessous de l'organisation fasciste italienne en France ; aussi, a-t-il été menacé par le consul d'Italie d'être ramené là-bas (et on sait ce que cela veut dire). Aussi reste-t-il à Perpignan où l'on ne peut rien contre lui. Et il fait la « mouton » dans tous les sens puisqu'il vend aussi bien les que les autres.

Il est le principal responsable de la condamnation de Corsi à 6 mois de prison ; en effet, il a indiqué la falsification de son passeport qui paraissait parfaitement régulier, et de plus a déclaré l'avoir connu à Barcelone comme anarchiste sous le nom de « Il Toscano ». Et nous tenons de bonne source que les renseignements fournis par Tamburini furent une révélation pour le parquet de Céret.

D'autre part, il s'est trouvé qu'à la suite des événements de juillet 1936, un certain nombre de passeports italiens découverts au consulat de Barcelone avaient pu être utilisés. Mais le fait étant connu en Italie, la trappe des passeports a été changée. Ce dont il s'agit étaient aux armes du duc de Savoie et avaient été frappés en 1930. Les passeports apportés au renouvellement ont donc été changés. En conséquence, et maintenant que police et gendarmerie françaises sont prévenues, il n'est plus possible d'employer ces passeports pour la France.

Il y a pire. C'est que certains Italiens antifascistes avaient l'intention de s'en servir pour revenir en Italie. On comprend ainsi que cela constituerait pour eux un danger de mort.

mineurs de Saint-Chamond et Avel, délégué au congrès ; Lheureux, secrétaire des mineurs de Roche-La-Molière et les 15 autres délégués au congrès ; Rivière, secrétaire du syndicat des mineurs du Chambon-Feugerolles et les 4 autres délégués au congrès ; Louis Navant, délégué du syndicat de l'allumette de Firminy ; Pichon, délégué mineur et les 13 autres délégués du syndicat des mineurs de Firminy ; Teyssot, secrétaire des mineurs de la Ricamarie et les 19 autres délégués ; Serve, secrétaire de Saint-Genest-Lorey et les deux autres délégués ; Martel et Annouiller, secrétaires-adjoints du syndicat du bâtiment de Saint-Etienne et les 18 autres délégués ; Berthoin, secrétaire du bâtiment de Firminy, délégué du syndicat du textile de Firminy, délégué ; Lac, délégué des agents des lycées ; Cursel, délégué de l'enseignement des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> degrés ; Audreli, délégué du syndicat de l'enseignement technique à Saint-Etienne.

## SANS PATRIE

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

Dans toutes les patries, les riches peuvent acheter de vastes et beaux domaines, acquérir des terres et installer des usines où travaillent, pour leur faire des rentes, des masses ouvrières et paysannes, vivre sous l'égide des lois destinées à assurer la sécurité de leurs personnes et la sauvegarde de leurs biens, compter sur le concours empressé du gouvernement, de l'armée, de la police, de la magistrature et sur l'appui des castes sacerdotales.

Sous sa forme actuelle : le capitalisme, la richesse est internationale : la richesse n'est NULLE PART, CAR ELLE EST PARTOUT. A l'échelle mondiale, elle ne forme qu'une seule et même patrie, à laquelle, au-dessus de toutes les frontières et sans distinction de race ou de nationalité, appartient, où qu'ils soient nés, tous les membres de la classe possédante : les riches.

En sorte que, paradoxe bizarre et pourtant fait positif, conséquence stupéfiante et cependant exacte de ce qui précède : on peut soutenir que, malgré qu'ils se targuent d'avoir une patrie, les riches n'en ont aucune, du fait qu'ils les ont toutes, puisque, grâce à leur fortune, en Orient comme en Occident, dans les régions du Nord comme en celles du Sud, ils trouvent partout : accès gracieux, hospitalité souriante, vie facile et agréable, protection et défense garanties, main-d'œuvre à discréption et profits abondants.

Et c'est ça, c'est tout ça et rien que ça, la patrie qu'il est naturel d'aimer et juste de défendre.

Les riches n'ont donc, je le répète, aucune patrie fixe et précise, puisque, et parce qu'ils les ont toutes.

De ce que je viens d'écrire, il résulte ceci :

D'une part, les pauvres (qui, par définition, ne possèdent rien et manquent de tout) n'ont pas de patrie, puisqu'ils ne sont bien accueillis, bien vus, en sécurité et chez eux, DANS TOUTES LES PAYS DU MONDE.

D'autre part, les riches (qui, par définition, possèdent tout et ne manquent de rien) n'ont pas davantage une patrie unique et déterminée, puisque, qu'ils fixent leur résidence dans leur pays d'origine ou n'importe où ailleurs, ils sont bien accueillis, bien vus, en sécurité et chez eux DANS TOUTES LES PAYS DU MONDE.

Le mouvement ouvrier pendant la guerre, par Rosmer, tome I ..... 45 fr.  
Franco ..... 48 fr. 75

— La duperie du Statut du Travail, par Chambelland ..... 0 fr. 50  
Franco ..... 32 fr. 50

Histoire des Bourses du Travail, par F. Pelloult ..... 15 fr.  
Franco ..... 17 fr.

Le mouvement ouvrier pendant la guerre, par Rosmer, tome I ..... 45 fr.  
Franco ..... 48 fr. 75

— La duperie du Statut du Travail, par Chambelland ..... 0 fr. 50  
Franco ..... 32 fr. 50

Un mineur français en U.R.S.S. de K. Legay ..... 4 fr.  
franco ..... 4 50

J'ai été ouvrier en U.R.S.S., de A. Smith ..... 3 fr.  
franco ..... 3 50

Quelques écrits, d'Adhémar Schwitzguébel ..... 5 fr.  
franco ..... 5 50

Les Joyeusetés de l'Exil, de C. Malato ..... 15 fr.  
franco ..... 16 fr.

Marianne à la Curée, de F. Kolney ..... 5 fr.  
franco ..... 5 80

La Marche royale, de A. Latzko ..... 4 fr.  
franco ..... 4 80

Jeunesse A anarchiste C communiste

## RENFORCER NOTRE J.A.C.

La nécessité de faire vivre un mouvement jeune est parfois fort discutée par des camarades de tout âge. Pourquoi, nous dit-on, diviser nos forces déjà si minimes dans deux organisations ?

Cette espèce de reproche adressé aux camarades ambitionnant de faire vivre la J. A. C. est dû à un malentendu qu'il est nécessaire de dissiper. D'abord, il n'y a pas deux organisations distinctes, car il est indiscutable que la camarade adhérente à l'organisation jeune est automatiquement membre de l'Union anarchiste. Les forces ne sont pas divisées, tout à l'opposé.

Il faut qu'immédiatement, les jeunes se mettent à la tâche, qu'ils recueillent ce qui sera tout d'abord notre moyen de lutte, l'argent. Pour faire vivre un mouvement, il lui faut apporter ce premier élément indispensable à son développement.

Tous les camarades se mettront à la tâche, et notre organisation qui sera une école de lutte anarchiste, prendra dans le mouvement ouvrier la place qui lui incombe en raison des idées qu'elle propage.

P. S. — Tous les envois de fonds pour la J. A. C. doivent être adressés au cheque postal R. Caron 965-75, Paris.

## A PROPOS DE BAL, DANCING ET CIE

Vraiment drôles nos « amis » de la jeunesse ouvrière chrétienne, presque autant que nos moins sympathiques lascars de l'*Avant-Garde* et des aventures d'Achille Letord.

C'est un autre genre peut-être ? Mais jugez plutôt : « Rien n'est épargné pour les attirer, les suivre et les garder » (il s'agit des amateurs de bals, dancing et Cie).

Les moyens de locomotion, la beauté, les charmes du lieu, le luxe des salles, la féerie des tuineries, la musique entraînante, on se sert de tout, pour flatter les jeunes et les faire tomber dans le panneau ».

Brûlément ! Ça n'est pas très joli, les moyens employés pour attirer les jeunes dans ces « lieux de perdition » que peuvent représenter quelques-uns des dancing !

Mais ils nous font bien rire, ces calotins ! Ils sont bien renseignés pour protestez contre l'« accaparement de la jeunesse », contre clubs et patinoires, is-patinoires, peut-être donner des leçons à ceux des bals, de dancing. Ils s'y entendent, nous sensibles à leur curiosité lorsqu'il s'agit de nous montrer quelque chose pour attirer les jeunes, les vieus. Les encens, les orgues, les chants, les décors, les sermons, la lumière voilée, les gesticulations grandiloquentes et autres ne seraient-ils employés que pour impressionner le passant du coin ? Non, mais sans blague !

Blagupar.

Tous les camarades de la J. A. C. doivent être

# La vie de l'Union Anarchiste

Les camarades désireux de militer à l'Union Anarchiste et à la J. A. C. pourront envoyer leurs adhésions à l'Union Anarchiste, 9, rue de Bondy, Paris-10<sup>e</sup>, qui transmettra aux groupes locaux, Paris-10<sup>e</sup>, qui transmettra aux groupes locaux.

On trouve des groupes de l'U. A. dans les localités suivantes :

## REGION PARISIENNE

III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup>, V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup>, IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> arr., XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup> et Boulogne-Billancourt, XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup>, XX<sup>e</sup>.

Antony, Asnières, Aulnay-sous-Bois, Argenteuil, Bagnolet, Blanc-Mesnil, Bondy, Champigny, Ganton de Charenton, Choisy-le-Roi, Clamart, Clichy, Colombes, Courbevoie, La Garenne, Ermont, La Ferté-sous-Jouarre, La Courneuve, Les Lilas.

Goussainville, Issy-les-Moulineaux, Ivry, L'Hay-des-Roses, Levallois-Perret, Livry-Gargan, Montreuil-sous-Bois, Montrouge, Malakoff, Vert-Galant, Villepinte, Villeparisis, Villeneuve-Saint-Georges, Viry-Châtillon, Vitry.

## PROVINCE

Aimargues, Alès, Amiens, Annecy, Brest, Casson, Chambéry, Couëron, Dijon, Grenoble, Le Havre.

Le Mans, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Montpellier, Nantes, Narbonne, Saint-Claude, Saint-Fons, Saint-Etienne, Saumur, Sète, Inter-localité de la Thiérache.

Toulouse, Alès, Lyon-Montplaisir, Lyon-Vaise, Grappone, Maubeuge, Orléans, Roissy-en-Brie, Metz, Perpignan, La Grand'Combe, Reims, Sidi-Bel-Abbès, Nîmes.

Thonon-les-Bains, Valenciennes, Marseille, Saint-Henri-Marseille, Antibes, Froncles, Chauvion, Toulon, Saint-Gilles.

## GROUPES J. A. C.

### REGION PARISIENNE

I<sup>er</sup> et II<sup>e</sup>, III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup>, XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup>, XX<sup>e</sup>.

Aulnay-sous-Bois, Bagneux, Bagnolet, Bobigny, Clichy, Champigny, La Courneuve, Gennevilliers, Les Lilas.

Livry-Gargan, Montgeron, Yerres, Brunoy, Montrouge, Le Pré-Saint-Gervais, Villeneuve-Saint-Georges.

## PROVINCE

Alger, Chambéry, Grenoble, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Marseille, Montpellier, Saint-Vincent-la-Rivière, Toulouse, Valenciennes.

## PARIS-BANLIEUE

### REGION PARISIENNE

REUNION DES TRESORIERS DES GROUPES DE LA REGION PARISIENNE, SAMEDI 21 MAI, A 15 H. 30 AU SIEGE DU « LIBERTAIRE », 9, RUE DE BONDY.

### SECTEUR NORD-EST

Reunion des secrétaires des groupes des 10<sup>e</sup> arr., 19<sup>e</sup> arr., 20<sup>e</sup> arr., Aubervilliers, La Courneuve, Pantin, Bobigny, le lundi 23 mai, à 21 heures, au « Lib. ».

### VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Tous les copains sont convoqués à l'Assemblée générale, qui aura lieu VENDREDI 20 MAI, à 21 heures, chez Joseph, 59, rue de Limell.

Le coin des chômeurs

### AUX CHOMEURS DU BATIMENT

Les organisations syndicales du bâtiment démontrent de faire quelque chose pour leurs camarades qui forment le plus fort contingent de chômeurs, surtout dans la région parisienne, ont jusqu'aujourd'hui organisé des réunions pour protester contre la lenteur que mettent les pouvoirs publics à apporter une quelconque amélioration à la situation des chômeurs et à l'ouverture des grands travaux, ou multiplié des démarches auprès des officiels afin d'obtenir à bref délai l'application des règlements qui régissent l'entretien, la propreté, l'hygiène des immeubles, ce qui aurait pour but de donner du travail à un certain nombre de chômeurs de nos corporations et particulièrement aux peintres.

Nous estimons que, aussi sincères et pleins de bonne volonté que peuvent être et les militantes et les démarques, articles, protestations, etc., en faveur des chômeurs, ça ne peut qu'avoir l'effet d'un empêtrage sur une jambe de bois.

Pour les chômeurs comme pour tout ce qui intéresse la classe ouvrière au point de vue revendicatif, il n'y a que l'action directe pour obliger à agir les responsables de la gestion du pays et les capitalistes qui manœuvrent dans la coulisse.

Aussi nous en appelons à la conscience de tous ceux qui pensent qu'il y a encore quelque chose à faire pour forcer la main à ceux que l'on considère comme responsables de la situation.

François Rose.

### UNE MANIFESTATION DE CHOMEURS CHEZ HISPANO-SUIZA, A BOIS-COLMBO, CONTRE LES 45 HEURES.

Mercredi 11 mai, le comité d'action des chômeurs fit une démonstration contre la sentence Jacomet, c'est-à-dire contre les 45 heures, en insistant auprès des ouvriers et ouvrières pour qu'ils refusent de s'y conformer tant que la crise du chômage persistera.

Les sans-travail se rappellent aux sentiments de classe des travailleurs de cette usine, signifiant que lorsque 80 d'entre eux faisaient une heure de plus par jour, c'était le pain de dix chômeurs qu'ils supprimaient et que de pareils actes étaient, qu'on le veuille ou non, une entrave à l'activité de travail des milliers de leurs frères de métiers, jetés sur le pavé par la faute des capitalistes.

Ce fut pas l'avis d'une poignée d'individus qui, nous l'avions cru de prime abord, venaient des séides de Doriot et de La Rocque. Ils se mirent à puer le chômage professionnel. « Hélas ! la déception fut grande lorsqu'on nous interpellait en nous disant : « C'est Bruneau qui vous envoie ». Nous avons compris que ceux qui nous faisaient l'anathème, étaient ceux qui préconisent l'unité et en plus, ils exigeaient des sans-travail leur carte de chômage.

De ce fait, nous remarquons que ces hordes adontant les meurs hitlériennes ou mussolinianes sont ignorantes des réclamations sans cesse renouvelées de leurs frères en chômage.

Beaucoup d'entre nous ne sont pas inscrits au chômage, du fait, que le plafond reste le même qu'antérieurement.

Certains n'ont pas le droit à la carte, leur

## SECTION EST

La réunion constitutive du Secteur Est aura lieu le mardi 24 mai, à 21 heures précises (à la Petite Chope), 6, rue Saint-Bernard, Paris (11<sup>e</sup>). Métro Faubourg-Chaligny ou Ledru-Rollin.

Les adhérents des groupes du 1<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, Bagnolet, Montreuil, Vincennes, Saint-Mandé, Charenton, doivent être présents.

Les groupes ou secteurs désirant établir un stand à notre fête de Livry-Gargan sont priés de passer ou d'écrire au « Libertaire », avant le 1<sup>er</sup> juin.

## SECTEUR OUEST

Le groupe de Colombes invite les camarades et les lecteurs du « Libertaire » de la Région Ouest : Colombes-Asnières-Gennevilliers-Argenteuil-Courbevoie, etc., à la SORTIE CHAMPIRET qui aura lieu le dimanche 22 mai dans les bois de Cormeilles, entre le Fort de Cormeilles et Sannois.

## MOYENS DE TRANSPORTS

Autobus 40 et 61, descendre au terminus. Trains Saint-Lazare-Argenteuil, descendre au terminus. Gare d'Argenteuil, ensuite prendre l'autobus d'Argenteuil au Moulin de Sannois, descendre rue du Fort (dernier arrêt), suivre la route indiquée par les flèches.

Apporter des provisions et si possible des instruments de musique. En cas de pluie s'abstenir.

## UNION REGIONALE AULNAY, LIVRY-GARGAN

Assemblée générale de tous les membres des groupes de l'U. A. le dimanche 29, à la mairie de Livry-Gargan.

## ORDRE DU JOUR :

Organisation et agitation de l'Union. Préparation de la fête du 12 juin.

## ERMONT

Ballade sylvestre le 28 mai 1938, à Saint-Leu-la-Forêt, trains toutes les heures depuis 8 heures du matin de Paris-Nord.

Emporter repas, Boisson sur place.

En cas de mauvais temps, les camarades se retrouvent au Café de la Mairie, près mairie de Saint-Leu.

Sinon, rendez-vous près de l'Etang Neuf, sur la route de Chauvry, situé sur la droite de la route.

Participation du groupe Floréal. Jeux, chants en plein air.

## GOUSSAINVILLE

Le samedi 14 mai, salle Cauet, eut lieu une conférence de notre camarade Sébastien Faure. Le sujet de cette conférence « Fascisme, guerre, ou transformation sociale » fut développé devant un auditoire extrêmement attentif et sympathique. Deux camarades ont demandé quelques précisions, André Patorni et Sébastien Faure ont répondu à la satisfaction générale.

En somme, bonne réunion pour notre localité, le succès nous encourage et nous invitons tous les camarades qui ont compris ce que valaient les politiciens, à venir nous rejoindre dans notre groupe, pour mener à bien la lutte contre l'autorité.

Une collecte pour les enfants d'Espagne hébergés dans notre localité a rapporté 33 fr. 25. Le Groupe.

## VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Tous les copains sont convoqués à l'Assemblée générale, qui aura lieu VENDREDI 20 MAI, à 21 heures, chez Joseph, 59, rue de Limell.

## VOIX DE PROVINCE

### ALGER

Le Cercle d'éducation sociale U. A. organise pour le lundi de la Pentecôte (6 juin) une excursion en auto-car au Camp des Chênes (Gorges de la Chiffre). Les camarades qui désirent y participer sont invités à se faire inscrire dès maintenant, le nombre des places étant limité.

Les amis et sympathisants sont cordialement invités.

Renseignements au Cercle, 6, rue Lacanaud, tous les soirs de 18 à 20 heures.

## FEDERATION ANARCHISTE D'ALGERIE

Le Congrès de la Fédération anarchiste d'Algérie se tiendra à Alger, le 5 juin. Les camarades qui n'auraient pas reçu la lettre circulaire d'avis et l'ordre du jour et qui désirent assister à ce congrès sont invités à en faire la demande en s'adressant à la permanence qui est tenue chaque soir de 18 à 20 heures au local du Cercle d'éducation sociale d'Algier, 6, rue Lacanaud, où tous renseignements leur seront fournis.

## LYON

Les camarades adhérents ou sympathisants à l'U.A. qui ont été mis au courant de la situation financière critique du « Libertaire » par les articles de notre vieux camarade Sébastien Faure et qui désirent vendre un ou plusieurs carnets de tombola pour aider au soutien de notre journal sont avisés qu'ils pourront se procurer ces carnets aux réunions du Groupe de Lyon tous les vendredis à 20 h. 30, 212, rue de Créqui. — M. Lavoré.

## REUNION

Les camarades adhérents ou sympathisants à l'U.A. qui ont été mis au courant de la situation financière critique du « Libertaire » par les articles de notre vieux camarade Sébastien Faure et qui désirent vendre un ou plusieurs carnets de tombola pour aider au soutien de notre journal sont avisés qu'ils pourront se procurer ces carnets aux réunions du Groupe de Lyon tous les vendredis à 20 h. 30, 212, rue de Créqui. — M. Lavoré.

## LYON

Les camarades adhérents ou sympathisants à l'U.A. qui ont été mis au courant de la situation financière critique du « Libertaire » par les articles de notre vieux camarade Sébastien Faure et qui désirent vendre un ou plusieurs carnets de tombola pour aider au soutien de notre journal sont avisés qu'ils pourront se procurer ces carnets aux réunions du Groupe de Lyon tous les vendredis à 20 h. 30, 212, rue de Créqui. — M. Lavoré.

## REUNION

Les camarades adhérents ou sympathisants à l'U.A. qui ont été mis au courant de la situation financière critique du « Libertaire » par les articles de notre vieux camarade Sébastien Faure et qui désirent vendre un ou plusieurs carnets de tombola pour aider au soutien de notre journal sont avisés qu'ils pourront se procurer ces carnets aux réunions du Groupe de Lyon tous les vendredis à 20 h. 30, 212, rue de Créqui. — M. Lavoré.

## LYON

Les camarades adhérents ou sympathisants à l'U.A. qui ont été mis au courant de la situation financière critique du « Libertaire » par les articles de notre vieux camarade Sébastien Faure et qui désirent vendre un ou plusieurs carnets de tombola pour aider au soutien de notre journal sont avisés qu'ils pourront se procurer ces carnets aux réunions du Groupe de Lyon tous les vendredis à 20 h. 30, 212, rue de Créqui. — M. Lavoré.

## REUNION

Les camarades adhérents ou sympathisants à l'U.A. qui ont été mis au courant de la situation financière critique du « Libertaire » par les articles de notre vieux camarade Sébastien Faure et qui désirent vendre un ou plusieurs carnets de tombola pour aider au soutien de notre journal sont avisés qu'ils pourront se procurer ces carnets aux réunions du Groupe de Lyon tous les vendredis à 20 h. 30, 212, rue de Créqui. — M. Lavoré.

## LYON

Les camarades adhérents ou sympathisants à l'U.A. qui ont été mis au courant de la situation financière critique du « Libertaire » par les articles de notre vieux camarade Sébastien Faure et qui désirent vendre un ou plusieurs carnets de tombola pour aider au soutien de notre journal sont avisés qu'ils pourront se procurer ces carnets aux réunions du Groupe de Lyon tous les vendredis à 20 h. 30, 212, rue de Créqui. — M. Lavoré.

## REUNION

Les camarades adhérents ou sympathisants à l'U.A. qui ont été mis au courant de la situation financière critique du « Libertaire » par les articles de notre vieux camarade Sébastien Faure et qui désirent vendre un ou plusieurs carnets de tombola pour aider au soutien de notre journal sont avisés qu'ils pourront se procurer ces carnets aux réunions du Groupe de Lyon tous les vendredis à 20 h. 30, 212, rue de Créqui. — M. Lavoré.

## LYON

Les camarades adhérents ou sympathisants à l'U.A. qui ont été mis au courant de la situation financière critique du « Libertaire » par les articles de notre vieux camarade Sébastien Faure et qui désirent vendre un ou plusieurs carnets de tombola pour aider au soutien de notre journal sont avisés qu'ils pourront se procurer ces carnets aux réunions du Groupe de Lyon tous les vendredis à 20 h. 30, 212, rue de Créqui. — M. Lavoré.

## REUNION

Les camarades adhérents ou sympathisants à l'U.A. qui ont été mis au courant de la situation financière critique du « Libertaire » par les articles de notre vieux camarade Sébastien Faure et qui désirent vendre un ou plusieurs carnets de tombola pour aider au soutien de notre journal sont avisés qu'ils pourront se procurer ces carnets aux réunions du Groupe de Lyon tous les vendredis à 20 h. 30, 212, rue de Créqui. — M. Lavoré.

## LYON

Les camarades adhérents ou sympathisants à l'U.A. qui ont été mis au courant de la situation financière critique du « Libertaire » par les articles de notre vieux camarade Sébastien Faure et qui désirent vendre un ou plusieurs carnets de tombola pour aider au soutien de notre journal sont avisés qu'ils pourront se procurer ces carnets aux réunions du Groupe de Lyon tous les vendredis à 20 h. 30, 212, rue de Créqui. — M. Lavoré.

## &lt;h

Pas de syndicalisme sans unité  
Pas d'unité sans indépendance

# le libertaire syndicaliste

## Vers le redressement

Ca ne va pas tout seul pour les colonisateurs. La tactique qui consistait, au cri : d' « Unité ! Unité ! » à s'empêcher de toutes les directions syndicales, et à traiter les opposants de trotskystes, diviseurs ou éléments irresponsables, a fait long feu. On s'accoutume à tout, même aux injures. Et les plus acharnés partisans de l'unité à tout prix ont fini par s'apercevoir que ce qui leur était présenté comme « unité », n'aboutissait en fait qu'à mettre la classe ouvrière sous la domination du Henlein à Staline, le courtier en librairie Maurice Thorez.

Il est certes des organisations qui n'ont jamais été colonisées. Parmi celles-là le syndicat des agents des P.T.T. Mais jusqu'ici la résistance avait été plutôt passive, tandis que maintenant elle se fait plus vive. Mieux, ces organisations ne se contentent pas de se défendre, elles passent à l'attaque. Au syndicalisme de collaboration, au syndicalisme se traînant à la remorque du Front populaire et des partis politiques, elles opposent un syndicalisme révolutionnaire et réalisateur, elles veulent que la C.G.T. redevienne ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : « La C.G.T. libre. »

C'est ce qu'a déclaré le Congrès de la Fédération Postale. C'est ce que déclare encore avec plus de force le Congrès du Syndicat des Agents des P.T.T. La place nous manque pour parler des interventions de Berthet et de Fronty (entre autres). Nous nous contenterons de donner quelques passages de la résolution finale votée, résolution qui résume, du reste, les interventions les plus significatives.

Cette résolution votée par 36.742 voix contre 2.657 s'élève d'abord contre l'arbitrage et la conciliation obligatoires et contre cette duplicité que l'on a baptisée : « Statut moderne du travail. »

Le Congrès attire l'attention du monde ouvrier sur les dangers d'une réglementation précise et impérieuse faisant du gouvernement l'arbitre souverain dans toutes les relations entre le salariat et le patronat.

Cette législation, sous un aspect parfois séduisant, tend, sous prétexte d'ordre et de paix sociale, à privier les classes laborieuses de leurs moyens naturels de défense et d'émancipation.

Pareilles mesures et interventions constituent entre les mains du gouvernement la possibilité de briser l'action revendicative, enlevant l'initiative aux organisations syndicales et les obligeant à se

soumettre au verdict des surarbres choisis par l'Etat.

Un tel réseau de textes entrave toute action directe de la classe ouvrière organisée, la lie juridiquement à ses deux adversaires naturels : l'Etat et le patronat, et l'atteint dans sa combativité et dans son indépendance.

À cours des débats, plusieurs orateurs, s'appuyant sur des exemples récents, ont montré que trop souvent les parlementaires, secrétaires de syndicat ou de fédération, ont obéi à la discipline de parti sans se soucier des décisions syndicales. Et le Congrès s'est élevé contre les conseils :

Le Congrès proclame son attachement fervent à cette indépendance vis-à-vis du gouvernement et du patronat, comme son désir de voir respecter l'indépendance envers tous les partis politiques. Il demande que le cumul d'un mandat politique et d'un mandat syndical — trop souvent toléré malgré les décisions du Congrès Confédéral d'Unité de Toulouse — soit formellement interdit.

En ce qui concerne les rapports de la C.G.T. et du Rassemblement populaire, la résolution n'est pas moins nette. Elle dit ce que nous n'avons cessé de répéter ici-même : le Front populaire n'est qu'un cartel électoral dans lequel la C.G.T. n'a rien à voir :

Se référant à ces principes essentiels du syndicalisme, le Congrès demande à la C.G.T. de reprendre sa liberté totale vis-à-vis du rassemblement populaire qui a déçu les espérances du monde du travail et se montre incapable par sa constitution organique, de réaliser la transformation sociale indispensable.

Enfin, la résolution parle des dangers de guerre. Et elle en parle en des termes que nous n'étions plus habitués à entendre.

Le syndicalisme semblait sombrer dans un nationalisme exaspéré.

On ne parla plus que de défense nationale, de grandeur du pays, d'union totale contre l'ennemi héréditaire, de quarante-cinq heures pour assurer la défense du sol, d'armements et de surarmement.

M. Thorez allait à Strasbourg pour répondre à Hitler ; la C.G.T. versait deux cent cinquante mille francs à l'emprunt de défense nationale et les travailleurs apprenaient la Marseillaise.

Les postiers ont pris position. Clairement, nettement, courageusement, ils se dressent face à la

politique chauvine. Voici le passage de la résolution votée, nous le répétons, par trente-six mille voix :

Le syndicalisme ouvrier français ayant repris sa physionomie propre, pourra lutter plus efficacement et éviter le glissement dans l'Union sacrée, prélude de la mobilisation des consciences et de la guerre.

Le Congrès déclare solennellement qu'il est et restera toujours hostile à toutes les guerres et qu'il opposera un refus total.

La politique de surarmement, à laquelle la C.G.T. a donné si inopportunément son adhésion, conduit le pays à la ruine et les peuples à la guerre. Bien loin d'assurer la sécurité, elle prépare la catastrophe dans laquelle sombrera la cité.

La paix de l'Europe ne peut pas être réalisée par l'écrasement de l'une quelconque des grandes puissances européennes.

Les peuples, comme les individus, ont droit à la vie, qui ne se conçoit que dans la Justice.

Voici donc, enfin, un grand syndicat qui définit clairement sa position, et qui s'oppose résolument à tous les politiciens qui infestent les syndicats. Il y avait déjà eu des oppositions à la ligne suivie actuellement par la C.G.T., oppositions individuelles ou de petits syndicats dont il était facile d'étrangler la voix, toutes les fédérations, toutes les grandes organisations, n'étaient pas encore colonisées mais aucune n'avait osé — dans la crainte de paraître diviser le mouvement ouvrier — s'opposer aux manœuvres du P.C.F. Aucune organisation ne s'était élevée contre le scandale marchandisant des dirigeants du syndicat des métiers sacrifiant les quarante heures à l'ombrage d'une augmentation.

Ce que nul n'avait fait, vient de l'être par le congrès des postiers.

Certes, les attaques ne leur manqueront pas. De l'extrême droite à l'extrême gauche, les politiciens vont s'acharner sur eux.

Déjà M. Timbaut a commencé.

Ca n'a pas d'importance, car tandis que les postiers luttent pour rendre à la C.G.T. son indépendance, la lutte que mènent les Croizat, Timbaut et autres naufraires, leur a valu les félifications de Gustave Hervé.

Cela seulement suffirait à montrer ceux qui ont raison.

CAM.

### OPINIONS DE MILITANTS

#### A propos de vie chère

Ce que l'on ne veut pas, mais ce qu'il faut qui soit !

Que de fois aîje dit et répété à mes camarades ouvriers, que si l'augmentation des salaires pouvait être pour eux, en régime capitaliste, un palliatif, elle ne saurait être une solution.

Combien de fois n'avons-nous pas lu dans la presse réactionnaire que l'augmentation des salaires ne pouvait qu'engendrer la hausse des prix et être la cause principale de la vie chère !

Est-ce à dire que ces deux affirmations tendent à se concilier et à amener les travailleurs à se désintéresser de ce qu'il y a de plus important, semble être l'une de leurs principales revendications : l'équilibre de leur salaire ?

Mais je suis de ceux qui considèrent que le salaire n'est qu'un moyen d'assurer celui qui produit et qui pense qu'il n'est pas autre chose pour le travailleur que le prix de location de la machine humaine qu'il est alors, tout comme le prévoit la machine outil qu'il manipule !

Pour moi, songer qu'un être humain qui participe physiquement et cérébralement à un effort, à une production, à une richesse quelconque et, en l'espèce, pour une partie de travail à une richesse collective, dont comme consommateur il doit bénéficier, s'avilisse au point de ne pas s'intéresser au résultat de cet effort, et à la richesse, ou pour préciser au profit qui en résulte me paraît inconcevable !

Accepter, pour un ouvrier, pour un comptable, pour un technicien, cette absurdité que la hausse des salaires occasionne fatallement de la vie chère, sans même qu'il puisse savoir ce qu'on a produit par rapport à ces salaires, et comment en raison de la production acquise, on a établi les prix de vente de cette production entrant dans le coût de la vie, dépasser mon entendement !

Voir encore aujourd'hui des hommes, ou qui, au sens moral, se croient des hommes, ramper littéralement devant « leur maître » ou patron, pour ne pas perdre ce qu'il peut améliorer leur « dime » journalière ; et de dire souvent « bien payés » et ne pas avoir à se plaindre de la « paie » qu'il reçoivent, sans qu'ils se rendent compte pourquoi et par rapport à quoi ils reçoivent leur paie, me démonte littéralement !

Ne pas se dire que dans un prix de vente établi il y a le salaire de l'ouvrier, la matière première et les frais généraux, il y a aussi le profit et que ce profit on ne le connaît pas.

Ne pas penser que c'est précisément ce profit que par tous les moyens on veut cacher ; que c'est ce profit-là, inconnu de tous (sauf du patron) qui pour la plupart du temps contribue à la cherté de la vie.

Et ne pas s'intéresser, par conséquent, à ce que peut bien être ce profit, cause de tout le mal, de me démontrer véritablement imaginable !

Comme si un homme (un patron), au milieu de 100, 1.000 ou plus encore d'ouvriers, d'employés, de techniciens, de « collaborateurs » éminemment comme aux qualités pour leur donner sous forme de pommade le vernis qu'ils n'ont pas, pouvait à lui seul réaliser outre les prélevements qu'il ne manque pas de s'attribuer les profits et même les surprofits qu'il s'octroie et qui constituent sa fortune !

Comme si le même, partant de rien ou de presque rien, pouvait arriver à faire d'un atelier de quelques ouvriers une usine de centaines de travailleurs, sans avoir pour cela bénéficié seul du profit de leur production et s'être en fait accapré l'usine qui n'est que le résultat, pour les quatre cinquièmes, de leur effort ; ce qui revient à dire qu'en fait lorsque des ouvriers en grève occupent l'usine c'est leur usine qu'ils occupent et non pas celle dénommée alors propriété du patron !

Et pour Garnier, car c'est l'honneur du syndicalisme qui est en jeu. — Latour.

### AU CENTRE D'ACTION SYNDICALE DES LILAS

#### Manœuvres colonisatrices

Le mercredi 11 mai eut lieu chez Halloppe l'élection de la commission exécutive syndicale des Lilas. Il y avait 31 candidats pour 14 membres.

Le C. E. sortant a été élu pour deux ans et a présenté une liste de propositions, une autre liste d'indépendants et, j'en suis sûr, une troisième liste rototype circula dans les salles celle-là d'unité qui comprenait les noms de trois camarades attachés à l'indépendance du syndicalisme. Ironie ! Sur quatorze membres du syndicat, il y avait deux autres étant plutôt attachés à coloniser la C. G. T. Mais alors plusieurs camarades protestèrent contre de telles manœuvres qui sont contre la démocratie syndicale et parmi eux (ceux qui protestèrent) plusieurs appartenant au parti colonisateur. A ce moment, voyant que cela n'allait plus du tout comme ils le voulaient, la grosse caisse intervint en la personne de M. Simonin, conseiller général, municipal et responsable syndical en même temps qui présente la liste d'unité (sic) comme une liste vraiment syndicaliste (resic) et démanda nettement (avec un air à la Staline) de voter pour cette liste (applaudissements de l'orchestre). Plusieurs camarades intervinrent contre ces méthodes dictatoriales, mais en vain l'orchestre battait son plein.

Le représentant de l'Union des Syndicats appuya la proposition Simonin en demandant de voter soit la liste de proposition, ou la liste d'unité, mais il ne vota en aucun cas pour la liste des 17 indépendants qui, d'après lui, était inutile.

En bien non ! elle n'aura pas été inutile, elle aura prouvé que, quand les copains veulent faire du travail syndical et non pas du travail politique, on les supprime bel et bien (pas comme à Moscou, mais ça viendra !).

Puisque l'ostacisme politique domine toute l'affaire, n'hésitons pas à faire du cas Garnier, secrétaire de la liberté de pensée à l'intérieur des syndicats.

Et que tous les opposants à la colonisation stalinienne se disent bien que si nous ne prenons pas position pour Garnier, de même que ce n'est pas lui le meurtrier de Chauzier, il est

le responsable moral ; et à ce titre, il doit répondre devant la justice bourgeoise. La fédération ne peut prendre sa défense, car lorsqu'un camarade comme Garnier, qui est un violent, une vive altercation a eu lieu entre Arrachart et Garnier, qui sont de formation différente et ont une conception opposée du mouvement syndical.

C'est donc un procès de tendance que, à l'occasion des événements de St-Étienne, on veut venir à Garnier.

Et puisque l'on parle de responsabilité morale, il est bon de rechercher exactement à qui elle incombe.

Le camarade Dummert, membre de la Commission exécutive affirme que si l'on avait envoyé Cordier à St-Étienne, à la place de Labrousse, les choses se seraient arrangées, c'est que Cordier, vieux militant est connu pour sa modération et son esprit de conciliation. Comment se fait-il alors, qu'Arrachart ait substitué Labrousse à Cordier qui était désigné, sans avertir ce dernier, si ce n'est pour jeter de l'huile sur le feu et créer des incidents. Et malgré la protestation énergique de Cordier, c'est Labrousse qui partit, avec des ordres formels d'Arrachart — car c'est un bon serviteur — de discréditer Garnier dans l'esprit des compagnons de St-Étienne. Toute la genèse de l'affaire est là.

D'autre part, il faut fi de la force syndicale. Pourtant, notre assemblée générale nous donne la garantie que les chapeleurs ne vont pas se laisser endormir par leurs exploitants, qu'ils sont prêts à passer à une action efficace si cela est nécessaire.

Si j'avais un conseil à donner à nos employeurs je leur donnerais celui de payer et de se tenir bien tranquilles sinon ils pourraient réveiller le vieil esprit anarcho-syndicaliste qui n'est pas mort chez nous et il pourrait peut-être leur en cuire..

Ce n'est pas parce que les ouvriers chapeleurs travaillent presque en collaboration avec leurs patrons, du fait qu'ils sont employés dans de petites boîtes, qu'ils sont devenus les amis de la réaction et du capital. Une lutte de classe est constante chez nous et nous tenons à conserver intacte notre combativité malgré les esses de corruption.

Du président de la chambre syndicale patronale, je ne veux pas parler. Ses intérêts ne sont pas les mêmes que ceux des adhérents, c'est pourquoi ceux-ci ont tout à perdre si la laisser entrainer dans l'aventure où l'on essaie de les engager.

Jean RODE.

#### CHEZ LES PEINTRES

Où il est prouvé que le citoyen Arrachart est le responsable direct des événements de Saint-Étienne

Le cas Garnier a été évoqué au Conseil syndical des peintres. Sur une proposition de protestation contre son arrestation arbitraire, le secrétaire Campagnac parlant au nom de la Fédération, a répondu à peu près ceci : « Garnier mérite ce qui arrive, et lors même que ce n'est pas lui le meurtrier de Chauzier, il est

#### CERCLES SYNDICALISTES LUTTE DE CLASSE

Tous les camarades sont conviés d'assister à la conférence publique qui aura lieu le mercredi 25 mai à 21 heures, salle Alouy, 37, rue Alouy.

Ordre du jour :

1° La dernière grève de la métallurgie; orateur : Bost, des Métaux;

2° Les décrets-lois et la situation des travailleurs ; orateur : Collinet, de l'Enseignement.

Pour assister à la conférence, tous les camarades doivent retirer les invitations au siège, 8, rue Legouy.

Section des Peintres

Reunion du Cercle mercredi 25 mai à 17 h. 30, au siège, 8, rue Legouy.

LE BUREAU.

### La semaine syndicale

La semaine passée, deux événements se sont partagé le premier plan de l'activité syndicale : le meeting des Services publics et le Congrès de la Fédération Postale.

Ils nous incitent — le premier surtout — à constater une fois de plus la discordance qui préside à l'action des corporations de l'industrie privée, d'une part, et des corporations d'Etat, de l'autre. Nous nous souvenons qu'il y a peu d'années, dans la sombre période de défaites ouvrières qui va de 1921 à 1936, les fonctionnaires et employés des services publics furent presque seuls à lutter — parfois avec succès — contre l'offensive de la bourgeoisie.

En regard des échecs répétés du prolétariat de l'industrie, des grèves « générales » sans grévistes, dont la C. G. T. U. s'était fait une spécialité, équipées grotesques déclenchées criminellement par des irresponsables, pour les buts politiques que l'on sait, et où l'organisation syndicale, affaiblie par la scission, fallait sombre définitivement, nous n'avons pas oublié les luttes souvent victorieuses qu'engagèrent notamment les postiers, les T. C. R. P. les gaziers et combien d'autres ! C'était l'époque où, la dégringolade des salaires, le chômage et la crise aidant, la bourgeoisie et sa vaillance journalistique exploitait jésuitiquement la misère ouvrière pour dresser les fonctionnaires de l'industrie privée contre les fonctionnaires, ces « trop payés » égoïstement cantonnés dans leur « stabilité d'emploi ». Trop souvent, hélas ! cette sale propagande réuss